

Olivier Chaline, Philippe Bonnichon, Charles-Philippe de Vergennes (dir.)

LES MARINES DE LA GUERRE D'INDÉPENDANCE AMÉRICAINNE

(1763-1783)

I - L'instrument naval





Les vingt années séparant le traité de Paris de 1763, qui met fin à la guerre de Sept Ans, de celui de Versailles, qui marque, en 1783, le terme de celle dite d'Indépendance américaine, ont connu une course aux armements navals d'une intensité toute particulière et qui se poursuit jusqu'au cycle des guerres révolutionnaires. On attendait beaucoup des marines et, lorsque la guerre fut venue en 1778, c'est à elles que se trouva suspendu le sort de puissantes et vieilles nations comme celui des très jeunes États-Unis d'Amérique.

À l'initiative de la Société des Cincinnati de France et du Laboratoire d'histoire et d'archéologie maritimes (FED 4124) de l'université Paris-Sorbonne, des historiens des États-Unis, du Canada, de Grande-Bretagne, d'Espagne et de France examinent dans ses missions, sa complexité et son coût l'instrument naval dont disposait chacun des principaux belligérants. Désenclavant l'histoire des marines de guerre, ils montrent combien celle-ci est inséparable de l'étude de la prise de décision politique, des finances des États, des appareils productifs, des circuits d'approvisionnements, des modes de recrutement et d'entraînement des hommes.

Ce premier tome sur l'instrument naval sera suivi d'un second sur la mise en œuvre opérationnelle.

Illustration :

Louis-Nicolas Van Blarenbergh (1716-1794), *Le Port de Brest*, huile sur toile, 1774, musée des beaux-arts de Brest

© Photo Josse/Leemage

ISBN de ce document :

979-10-231-3368-4

LES MARINES DE LA GUERRE D'INDÉPENDANCE AMÉRICAINNE
(1763-1783)

I. L'INSTRUMENT NAVAL



Histoire Maritime

collection dirigée par Olivier Chaline

Vous pouvez retrouver à tout moment l'ensemble des ouvrages
parus dans la collection « Histoire maritime »
sur le site internet de Sorbonne Université Presses :
<http://sup.sorbonne-universite.fr/>

Les Marines de la guerre d'Indépendance américaine (1763-1783)

tome I. *L'Instrument naval*

tome II. *L'Opérationnel naval*

Philippe Bonnichon, Olivier Chaline & Charles-Philippe de Vergennes (dir.)

La Maritimisation du monde de la préhistoire à nos jours

GIS d'histoire maritime

L'Approvisionnement des villes portuaires en Europe du XVI^e siècle à nos jours

Caroline Le Mao & Philippe Meyzie (dir.)

La Naissance d'une thalassocratie

Les Pays-Bas et la mer à l'aube du Siècle d'or

Louis Sicking

La Piraterie au fil de l'histoire Un défi pour l'État

Michèle Battesti (dir.)

Le Voyage aux terres australes du commandant Nicolas Baudin

Genèse et préambule

Michel Jangoux

Les Ports du golfe de Gascogne

De Concarneau à la Corogne

XV^e-XX^e siècle

Alexandre Fernandez & Bruno Marnot (dir.)

Les Grands Ports de commerce français et la mondialisation au XIX^e siècle

Bruno Marnot

Olivier Chaline, Philippe Bonnichon et
Charles-Philippe de Vergennes (dir.)

Les marines de la guerre
d'Indépendance américaine
(1763-1783)

I. L'instrument naval

Ouvrage publié avec le concours de l'Université Paris-Sorbonne
et du Laboratoire d'histoire et d'archéologie maritimes (FED 4124)

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 978-2-84050-890-8
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2013
© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page : 3d2s
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

SUP

Maison de la Recherche
Université Paris-Sorbonne
28, rue Serpente
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<http://sup.sorbonne-universite.fr>

CINQUIÈME PARTIE

Administrateurs et manieurs d'argent

LE FINANCEMENT DE LA PARTICIPATION FRANÇAISE À LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE ET SES CONSÉQUENCES : L'ÉTAT ET LA CONJONCTURE FINANCIÈRE DES ANNÉES 1780

T. J. A. Le Goff^a

Si on souligne souvent les liens politiques et idéologiques entre les révolutions américaine et française, on a également l'habitude d'insister sur le fort lien de causalité entre les deux événements sur le plan de l'histoire financière. Après la banqueroute partielle de 1770 et le rétablissement fragile de ses finances dans les années subséquentes, la monarchie aurait non seulement commis l'erreur de contribuer, par son soutien aux colons rebelles, à l'enfantement d'un projet politique subversif, de par sa nature même, de l'ancien ordre, mais aussi, par la méthode choisie pour financer la guerre – le recours massif à de coûteux emprunts viagers plutôt qu'à l'impôt –, elle aurait créé l'impasse financière d'où est sortie la crise politique et constitutionnelle de 1787-1789.

Dans cette optique toute fiscale, à moins d'une réforme massive de l'impôt par la monarchie, les jeux étaient déjà faits dès avant 1783. Il reste que ce n'est pas en 1783 qu'eut lieu la *banqueroute de l'État*², ni même en 1788 – qui, selon la distinction popularisée par les économistes Reinhart et Rogoff³, fut une *crise de liquidités* mais non la *crise de solvabilité* définie par le terme *banqueroute* ; il fut réservé au Directoire de franchir cette ultime étape en 1797. Cette constatation rend toute son importance aux tentatives par l'État, en 1783-1789, en pesant sur la conjoncture, de gagner le temps nécessaire pour remettre les finances royales en ordre. En déplaçant ainsi la problématique dans le temps on s'aperçoit, avec un peu de recul, que la crise financière conjoncturelle d'où est sortie la Révolution, ressemble étrangement à d'autres, à la sortie de chacune des autres guerres du milieu du siècle. Il y avait une sorte de modèle français commun, auquel on avait

- 1 Nous tenons à exprimer notre vive reconnaissance envers nos amis et collègues Patrice Barbeau, Soël Félix, Seff Horn et D. M. G. Sutherland, qui nous ont fait profiter de leurs recherches et de leurs conseils.
- 2 Marie-Laure Legay, *La Banqueroute de l'État royal. La gestion des finances publiques de Colbert à la Révolution française*, Paris, EHESS, 2011.
- 3 Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff, *This Time is Different. Eight Centuries of Financial Folly*, Princeton N.J., Princeton University Press, 2009, notamment p. 59-61.

recours chaque fois pour résoudre les difficiles problèmes du retour à la paix et du rétablissement des finances royales à la suite des conflits de 1740-1748, de 1756-1763 et de 1778-1783. Tentons donc d'en tracer les grandes lignes et d'en explorer ses conséquences pour la situation dans la période entre 1783 et 1789.

UNE RÉVOLUTION DANS LES FINANCES ROYALES (1724-1783)

336

Ce modèle de gestion de la conjoncture est né dans les années faisant suite aux désastreux lendemains financiers de la paix de 1715. En effet, pendant les conflits âpres et décisifs qui avaient marqué la fin du règne de Louis XIV, on avait poussé la pression fiscale très loin avec la création de la capitation et du dixième. L'accompagnement de cette fiscalité radicale avait été une politique monétaire tout aussi draconienne : altérations fréquentes de la valeur de la monnaie de compte de la monarchie, la livre tournois, devenue, tout comme l'assignat en 1792-1797, un moyen brutal de taxer l'épargne et la richesse, et un puissant levier de politique monétaire, permettant aussi, lors des restructurations de la dette, de peser sur le taux d'intérêt afin de rendre alléchantes de nouvelles émissions d'emprunts. Pendant la guerre de la Succession d'Espagne (1702-1714), on n'avait même pas reculé devant la création de papier-monnaie ou quasi-monnaie, sous la forme de billets, lointains ancêtres des assignats de la Révolution⁴. Retenons que pour les responsables financiers, sous Louis XIV comme pour les hommes de la Révolution, la manipulation monétaire et l'inflation faisaient partie de l'arsenal financier de l'État.

Ces méthodes sommaires se distinguèrent singulièrement de la gestion relativement prudente des finances du roi pendant et après les guerres de Louis XV et de Louis XVI. Cette dernière fut conçue dans une révolusio générale à l'égard de la politique fiscale et monétaire de Louis XIV et des turbulences déflationnistes et inflationnistes qui avaient marqué la période d'après-guerre allant de 1715 à 1724 : la déflation de 1716, l'inflation sous John Law, suivi du violent contrecoup du Visa de 1721. Les responsables financiers français se sont forgés alors des stratégies fiscales cohérentes et conséquentes pour les temps de guerre, élaborées à partir des expériences récentes et nourries des idées de la science économique naissante. Quels en étaient les éléments fondamentaux ?

Tout d'abord une *attitude plus respectueuse envers les créanciers de l'État*. En diminuant de façon assez cavalière les dettes de leurs guerres, Louis XIV et ses prédécesseurs n'avaient pas craint de liquider arbitrairement leurs emprunts et

4 Voir, entre autres, notre synthèse : « Monetary Unification under the French Monarchy », dans Patrick Crowley (dir.), *Before and Beyond EMU: Historical Lessons and Future Prospects*, London, Routledge, 2002, p. 42-68.

de menacer de poursuites criminelles, sous la forme de Chambres de Justice, les responsables et principaux créanciers de l'État. Des voix, et non des moindres, s'étaient levées pour dénoncer l'impact sur la confiance des marchés à l'égard du roi de telles pratiques⁵ ; elles furent entendues : au lieu de terroriser le créancier de l'État, on trouva plus prudent de le rassurer. Désormais, à la fin de chaque guerre, le mot d'ordre était d'*honorer les dettes de l'État*. La dernière Chambre de Justice de l'Ancien Régime eut lieu au tout début de la Régence, en 1716-1717⁶ ; après les années folles de l'expérience Law et le dur remède du Visa, les seules restructurations, relativement mineures, furent celles opérées par touches successives entre 1764 et 1771.

Plusieurs conséquences découlaient de principe en apparence simple. Conséquences monétaires d'abord : à dette stable, monnaie immuable. Le maintien de la *stabilité de la livre tournois* devenait petit à petit, depuis 1726, constante, soutenue d'une discrète politique comportant l'acquisition stratégique de numéraire à l'étranger, le sur-achat des matières premières, la renonciation aux profits du seigneurage, l'importation, depuis l'Espagne, des espèces par des navires de guerre, le tout dans le but de maintenir un rapport bimétallique et des cours stables⁷.

Ensuite, comme on s'engageait à respecter les droits des créanciers de l'État, la *modalité des emprunts* revêtait un nouvelle importance⁸. La nécessité d'une *programmation de la dette* s'imposait non seulement parce qu'on savait depuis longtemps que les seules augmentations d'impôts ne pouvant suffire à faire face aux dépenses pendant une guerre, il fallait emprunter, mais parce que ces emprunts allaient peser sur le potentiel fiscal et militaire du royaume pendant des années après la signature des traités de paix. Cela nécessitait une

- 5 Desmaretz, par exemple : voir Arthur Michel de Boislisle (éd.), *Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces*, Paris, Imprimerie nationale, 1874-1897, t. II, p. 543-687, t. III, p. 684-687.
- 6 John Francis Bosher, « Chambres de justice in the French Monarchy », dans J. F. Bosher (dir.), *French Government and Society 1500-1850: Essays in Memory of Alfred Cobban*, London, The Athlone Press of the University of London, 1973, p. 19-40.
- 7 Michel Morineau, « Les frappes monétaires français de 1726 à 1793. Premières considérations », dans John Day (dir.), *Études d'histoire monétaire XII^e-XIX^e siècles*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1984, p. 69-141, notamment p. 110-117 ; voir Archives nationales, Affaires étrangères (désormais Arch. nat.), AE/B/1 278 reg. 68^o 330-331 : De Puyabri, consul français (Cadix) au Ministre (mobilisation des frégates de la Marine pour le transport, dans un moment de pénurie monétaire, de métaux précieux et de pièces vers les ports du Midi).
- 8 James C. Riley, *The Seven Years War and the Old Regime in France. The Economic and Financial Toll*, Princeton N.J., Princeton University Press, 1986 ; Timothy J. A. Le Goff, « How to Finance an Eighteenth-Century War », dans W. Mark Ormrod, Richard Bonney & Margaret Bonney (dir.), *Crises, Revolutions and Self-Sustained Growth: Essays in European Fiscal History*, Stamford, Shaun Tyas, 1999, p. 377-413 ; Joël Félix, *Finances et politique au siècle des Lumières. Le ministère L'Averdy, 1763-1768*, Paris, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1999.

évaluation systématique les mérites des différentes formes possibles d'endettement et de rédemption de cette dette. Si les engagements de l'État devaient être faits pour durer, l'emprunt perpétuel, la forme sous laquelle était couché le gros des dettes de l'État jusque-là, devenait impraticable, car chaque nouvel emprunt ajouterait pour toujours au fardeau des intérêts porté par l'État⁹. Aux yeux des experts et des serviteurs de l'État, on devait donc *étaler le coût de la guerre pendant une période fixe*, au lieu des anciens emprunts perpétuels qui avaient été la norme aux XVI^e et XVII^e siècles. Pendant combien de temps ? Vers le milieu du siècle, l'engagement idéal était devenu l'emprunt progressivement remboursable, ce qui devrait permettre de réduire les nouveaux impôts à proportion dès la signature de la paix¹⁰. On pensait alors à une durée d'environ 7 à 20 ans, malgré le service très lourd nécessité par un amortissement rapide. Plus tard, lors de la guerre de l'Indépendance américaine, sous les auspices de Jacques Necker, c'est l'emprunt viager qui aura la côte ; son taux d'intérêt était plus élevé et sa durée plus longue que ceux portés par l'emprunt à terme, mais son service global, ne comportant pas le remboursement du capital, pesait moins lourd. Pendant les années 1780, on optera pour un dosage des deux. Dans les faits, aucune des guerres du milieu du siècle ne correspondait strictement à ce modèle. Néanmoins, à travers les trois grands conflits, l'État recourait de moins en moins souvent pour ses revenus extra-fiscaux aux méthodes sommaires du siècle précédent (vente d'offices, dons gratuits exigés des corps d'officiers), et de plus en plus à des emprunts limités dans le temps, et répartis, dans la mesure du possible dans une société de privilège, de façon plus équitable et rationnelle.

LA MONARCHIE SOUMISE AU MARCHÉ FINANCIER

Ce modèle financier eut cependant son talon d'Achille : la difficulté *politique* de financer une guerre rétroactivement, au-delà du retour à la paix, face à l'hostilité au maintien des impôts nouveaux. Pourtant il fallait bien le faire – et non seulement pour faire le service des nouveaux emprunts émis pendant les hostilités. Car, en fournissant du matériel et des services au souverain, souvent au prix fort, pour les besoins pressants de la machine de guerre, ses prestataires furent souvent obligés de lui faire crédit. Et à tous les échelons de l'appareil financier et militaire, les hommes du roi responsables du paiement et du maniement de ses deniers faisaient eux aussi crédit au roi, certains, à l'instar du

9 On ne réfléchissait pas aux conséquences de la réduction de l'intérêt réel par l'effet de l'inflation ; la première moitié du XVIII^e siècle avait été globalement une période de désinflation ou de stabilité des prix.

10 J. C. Riley, *The Seven Years War and the Old Regime in France. The Economic and Financial Toll*, op. cit., p. 148-158.

fameux intendant de la Nouvelle France, François Bigot, moins honnêtement que d'autres¹¹. À la fin de chaque guerre, il fallait rembourser ou refinancer toutes ces dettes à court terme ; cela nécessitait des années pour en découvrir le montant exact, et en attendant, d'en verser des intérêts. Années d'incertitude augmentée par une sorte de consensus parmi l'élite, reflet d'un sentiment quasi général, que les peuples devaient bénéficier, dès la signature des traités, des bienfaits de la paix, et donc d'une réduction des impositions.

Ces contraintes ne laissent pas de soulever une série de problèmes. Problème militaro-stratégique d'abord : la guerre, dans l'Europe du XVIII^e siècle, ne s'éloigna jamais pour longtemps et les plus beaux programmes de redressement financier restaient à la merci d'une reprise des hostilités. Problème politique ensuite : maintenir les revenus de l'État à un niveau suffisamment élevé pour financer les séquelles de la guerre risquait toujours de créer des tensions politiques au sein de l'élite d'État. Les besoins du roi ouvraient la voie à toutes sortes de contestations par les grands corps de l'État, notamment les parlements, qui devaient approuver tout nouvel impôt d'envergure, toujours tentés de recourir à la démagogie antifiscale. Enfin, un problème financier sur lequel il faut insister : il fallait, dans la foulée d'une guerre, maintenir assez de confiance dans le crédit du gouvernement pour permettre la sécurisation de la dette à court terme, c'est à dire, de convertir en dette à long terme les titres divers résultant des dépenses de la guerre et détenus par les fournisseurs et créanciers de l'État, ou par ceux qui avaient acheté leurs créances.

Dans toutes ces périodes d'après-guerre du milieu du XVIII^e siècle, les responsables de la politique financière de la monarchie ne pouvaient qu'être sensibles au besoin de maintenir la confiance. Dans leurs analyses des finances de l'État, les historiens de la monarchie ont toujours eu tendance à se focaliser sur ce qu'on appelle actuellement la *solvabilité* du régime, sur la capacité structurelle de payer ses dettes ; ils donnaient ainsi la primauté aux grands projets de réforme fiscale, surtout de l'impôt direct : le vingtième de Machault (1749), les réformes « physiocratiques » de Bertin et de son successeur L'Averdy, dans les années 1760, les réformes de Turgot (1776), et, bien sûr, la grande réforme de l'impôt présentée par Calonne à l'Assemblée des Notables en 1787 et retenue, sous une forme atténuée, par son successeur Loménie de Brienne. Non sans raison : même si ce n'était que pour des raisons psychologiques, l'État devait donner au moins l'impression de maîtriser les flux de ses revenus et dépenses dans le long terme, face aux nouveaux fardeaux imposés rétroactivement par chaque conflit ; d'ailleurs c'est en ces termes essentiellement fiscaux que l'État essayait de canaliser le débat public.

11 Mise au point dans John F. Boshier & Jean-Claude Dubé, *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec/Toronto, Presses de l'Université Laval/University of Toronto Press, 1980, t. IV, notice « François Bigot », p. 65-78.

Mais cette concentration dans l'historiographie sur la *solvabilité* de l'État a occulté, depuis le XVIII^e siècle jusqu'à récemment, l'importance du problème de sa *liquidité* – sa capacité de payer les détenteurs de ses créances à court terme, au jour le jour, avec des rentrées fiscales inégalement espacées et sujettes à des fluctuations sévères. Pour préserver cette liquidité, la monarchie devait conserver non seulement la confiance du marché financier dans sa capacité de payer dans le court terme, mais aussi faciliter la bonne tenue de ce marché tout court. Car c'est sur le marché que les intermédiaires de l'État allaient chercher l'argent, en vendant le papier du roi ou leurs propres instruments de crédit : billets, obligations, lettres de change etc. Il fallait donc créer la confiance, ce qui se traduisait par le maintien d'un taux d'intérêt raisonnable sur ce marché. Comment l'assurer ? Le pouvoir disposait d'une boîte à outils variée.

L'ÉTAT ET LA MAÎTRISE DES MARCHÉS

340

Le premier moyen, le plus évident, était de mettre fin à la guerre en cours, de préférence avec une paix heureuse. Si ce ne fut guère le résultat en 1763, il ne faut pas oublier que la paix précédente de 1748 n'avait pas été un désastre, et que celle de 1783 fut franchement victorieuse. Une bonne paix, et une forte réduction des faramineuses dépenses militaires ne manqueraient pas de créer un marché apaisé, favorable au lancement de nouveaux emprunts à long terme et à la bonne réception des instruments de crédit à court terme du roi¹².

Avec une forte diminution des dépenses militaires, le remboursement des emprunts amortissables contractés pendant le conflit antérieur pouvait faire impression sur les marchés, en déversant tout d'un coup de fortes sommes en liquide sur le marché financier. Le pouvoir savait très bien mettre en scène ces manifestations d'opulence apparente. L'un des scénarios les plus édifiants fut la création, à la fin de chacune de ces trois dernières guerres, de caisses d'amortissement. Les remboursements programmés de la dette publique par la caisse d'amortissement de 1749, comme ceux de 1765 et aussi de 1784, étaient immenses. Celle de 1749 fut financé en grande partie par le fameux vingtième de 1749, auquel elle servait de justification ; or un seul vingtième pouvait produire environ 18 millions de livres par an, somme dédiée dans ce cas aux remboursements annuels, même pendant la guerre qui s'ensuivit en 1756-1763. Il en alla de même du nouveau programme d'amortissement mis en action par les contrôleurs généraux Bertin et L'Averdy dans les années 1760, à la suite de la guerre

12 Par contre, toute menace de conflit risquait de refroidir le marché de l'argent : ce fut le cas lorsque surgissait l'éventualité d'un soutien français, en 1787, à la révolte des Provinces-Unies, face à l'hostilité anglaise et prussienne.

de Sept Ans ; en 1768, pourtant l'un des pires moments d'une crise financière pluriannuelle larvée, on arriva à faire rembourser par la Caisse d'amortissement, 17 millions de livres¹³. Enfin, en août 1784, le contrôleur général Calonne lança une nouvelle Caisse d'amortissement, alimentée par un fonds de 3 millions de livres, augmenté du montant des amortissements annuels ; en 1784, elle devait rembourser quelques 4,4 millions de livres, en 1793, 18,7 millions et, en 1809, pas moins de 70,3 millions par an ! Beaucoup de ces remboursements prenaient la forme spectaculaire, entourés d'annonces publicitaires, de tirages de loterie à l'Hôtel de Ville de Paris en présence du Prévôt des Marchands et des échevins, comme le faisaient les tirages des véritables loteries d'État. En 1782, on annonça ainsi le remboursement de 7,3 millions de livres par ce moyen ; en 1783, 9,8 millions, en 1784, 11,2 ; en 1785, 41,9. Ces mises en scène, et les sommes qui furent déversées ainsi sur le petit monde du Paris boursier et spéculatif ne pouvaient manquer de provoquer une impression d'abondance apte à faire basculer le taux de l'argent dans un sens favorable à l'État.

À cela il faut ajouter des mesures capables d'augmenter le stock monétaire, rendant l'argent plus abondant et partant moins cher. Il est vrai que depuis la stabilisation de la livre en 1726, il n'y eut qu'une seule véritable altération monétaire, le redressement opéré par Calonne en octobre 1785, du rapport entre l'or et l'argent dans le contenu de la livre tournois ; encore faut-il constater que l'impact ce celui-ci n'en fut pas moins d'augmenter le volume de la circulation monétaire en attirant un supplément de métal précieux – les objets d'or en provenance des fonds de tiroir –, vers les hôtels de monnaie¹⁴.

Battre monnaie, ou l'altérer, n'est pas le seul moyen d'accroître la masse monétaire et quasi-monétaire. À la fin de chaque guerre, comme nous l'avons dit, de nombreux fournisseurs et créanciers se trouvaient en possession de droits sur le roi. Afin de dégager le marché du crédit pour les grandes émissions d'emprunts qui s'imposaient, la monarchie s'efforça de reconverter ces créances en les régularisant sous la forme d'instruments de crédit à court terme portant intérêt : tels furent, entre 1761 et 1765, les billets du Canada et les

13 Arch. nat., KK 885, n° 4. Rapport de la situation des finances [...] par M de Laverdy contrôleur général des finances [janvier 1768]. Sur les diverses caisses d'amortissement, voir notre étude « Les caisses d'amortissement en France (1749-1783) », dans *L'Administration des finances sous l'Ancien Régime*, Paris, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1997, p. 177-196.

14 Guy Thuillier, « La réforme monétaire de 1785 », *Annales : Économies, sociétés, civilisations*, 26^e année, n° 5 (sept.-oct. 1971), p. 1031-1051 et *La Réforme monétaire de 1785 : Calonne et la refonte des louis*, Paris, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Comité pour l'histoire économique de la France, 2005 ; Archives de la Chambre de Commerce de Marseille (désormais ACCM) L IX 364, P. Dubois (Lyon) à Roux frères (Marseille), 13 décembre 1785 « Je crois que l'argent abondera, la [refonte] de l'or en remet beaucoup dans la circulation ; d'ailleurs le numéraire de France en or augmente de 1/15^e ; à ne compter que 600 millions en or, ce sera 40 millions de plus en circulation ».

billets Nouette¹⁵. À d'autres créanciers on octroya tout simplement du papier donnant titre à une part dans un grand emprunt d'État. C'est ainsi qu'en 1749, Machault distribua aux fournisseurs aux armées, des titres au porteur, donnant droit à l'emprunt de 1749 ; à la fin de la guerre de Sept Ans, on distribua des certificats donnant accès aux emprunts financés par la nouvelle taxe des cuirs. Tous ces papiers, avec l'aval du roi, se négociaient en Bourse et contribuaient ainsi à augmenter la masse monétaire au sens large.

342

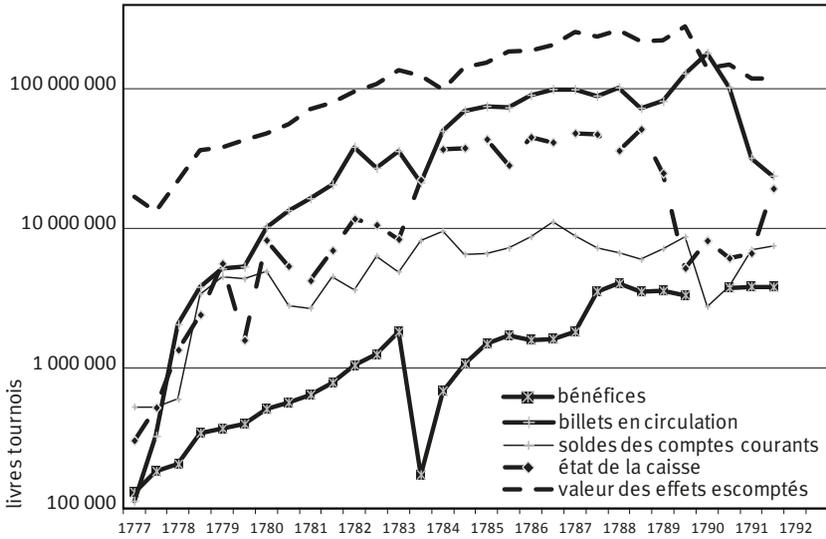
Le recours classique de l'État, pour remplir le vide de ses fins d'exercice, était cependant de dévier de leur but les « rescriptions », instruments émis normalement par les trésoriers, receveurs et fermiers des revenus de la monarchie afin d'échelonner leurs versements à la monarchie sur l'année fiscale entière. C'était du papier de premier rang, l'équivalent, en quelque sorte des Bons du Trésor actuels, des instruments au porteur et négociables. Aux moments de besoin, on demandait donc à ces agents de renouveler leur papier au-delà de l'année en cours, transformant la rescription en « anticipation ». Dans les années 1780, soucieux de régularité, ou craignant la méfiance des marchés pour les expédients discrédités des années 1760, les successeurs de Necker ont préféré se fier presque exclusivement à ce papier haut de gamme pour ces opérations. L'effet fut, à n'en pas douter, expansionniste ; le montant total payable des anticipations, après remboursements, en 1789 fut de 173,5 millions sur des recettes totales de 813 millions¹⁶.

Dans la foulée de la guerre d'Amérique, on eut enfin recours, sous le contrôleur général d'Ormesson en 1783, à une nouvelle institution, la Caisse d'Escompte, fondée en 1777 pour escompter les effets du commerce. La Caisse, comme son modèle, la Banque d'Angleterre, prêta des sommes importantes au Trésor royal dans son besoin : notamment 40 millions en 1777 et 70 millions au début de 1787. Elle émettait d'ailleurs ses propres billets qui avaient cours à Paris contre du bon papier commercial accepté à 4 %. Cette institution eut un indéniable succès. La valeur de ses billets en circulation passa progressivement de 2 millions au début de 1778 à 10 millions au début de 1780, puis atteint, en 1786, le seuil de 90 millions et 102 millions en 1788¹⁷.

15 Joel Félix, « Finances, opinion publique et diplomatie. Le *Committee of Canada Merchants* et la question du remboursement par la France des billets du Canada, 1763-1775 », dans Jean-Pierre Jessenne, Renaud Morieux, Pascal Dupuy (dir.), *Le Négoce de la paix. Les nations et les traités franco-britanniques (1713-1802)*, Paris, Société des études robespierristes, 2008, p. 127-164.

16 Frédéric Braesch, *Finances et Monnaie révolutionnaires (Recherches, Études et Documents)*, Paris, Maison du livre français, 1936, fasc. 2, p. 30, 31, 34.

17 Robert Bigo, *La Caisse d'Escompte (1776-1793) et les origines de la Banque de France*, Paris, PUF, 1927, p. 109-111 et André-Daniel Laffon de Ladébat, *Compte-rendu des opérations de la Caisse d'escompte, depuis son origine (24 mars 1776) jusqu'à sa suppression (24 août 1793) et de sa liquidation depuis l'époque de sa suppression*, Paris, A. Bailleul, 1807, annexe n°VII.



1. Situation de la Caisse d'Escompte, 1777-1791

Ces billets, immédiatement convertibles par leurs détenteurs, ne pouvaient pas manquer d'augmenter la circulation monétaire à Paris et, par ricochet, au-delà de la capitale. D'ailleurs tous ces instruments de crédit étaient normalement au porteur, anonymes et donc facilement échangeables. Ceux qui les recevaient ne les gardaient pas dans les tiroirs, ils les faisaient entrer en circulation en obtenant crédit auprès des marchands et des banquiers. Tout cela a contribué à accroître considérablement le stock monétaire.

Enfin, on ne doit pas négliger les interventions directes du gouvernement pour maintenir le cours de la Bourse. L'historiographie financière classique ne retient que deux grands épisodes boursiers au XVIII^e siècle. Le premier est l'épopée de John Law, en réalité antérieure à la fondation de la Bourse de Paris comme institution formelle, en 1724. La seconde est le paroxysme de spéculation autour de la Nouvelle Compagnie des Indes en 1786-1787, classique cas d'intervention étatique détournée de son véritable but – le maintien des cours et la confiance publique au moment de la tenue de l'Assemblée des notables –, par des agents trop prêts à confondre leurs intérêts avec ceux de l'État ; affaire trop bien connue pour mériter d'être reprise ici, mais qui néanmoins aida à précipiter la chute de Calonne. Cette politique boursière volontariste ne fut cependant que la dernière d'une longue série d'interventions semblables au XVIII^e siècle, datant presque de la naissance même de l'institution¹⁸ : l'affaire Davezies en

¹⁸ Située dans la cour et à l'intérieur de la galerie Mansart du site Richelieu de la Bibliothèque nationale de France, rue Vivienne.

1726, l'affaire Tronchin en 1730, la manipulation des cours des actions de la Compagnie des Indes imaginée par le contrôleur général Orry, en 1745, en se servant de l'intervention des agents de change¹⁹, et bien d'autres coups de pouce donnés dans les crises financières de 1759 et de 1767²⁰.

Bref, Calonne n'avait rien inventé. Cependant ses interventions à la Bourse ainsi que sur le marché monétaire en général, se caractérisèrent par une sophistication et une hardiesse plus prononcées. C'est ainsi qu'en renforçant le monopole des agents de change sur les transactions boursières, en août 1785, et en privatisant leur statut, en mars 1786, il ouvrit la voie à la constitution, sous leurs noms, de puissantes compagnies de spéculateurs restées toutefois sous le contrôle du gouvernement. Calonne fut aussi amené à tolérer plus ouvertement, pendant un temps, la pratique, théoriquement interdite, des achats à terme. Le résultat le plus marquant fut une vague de spéculation sur les actions de la Caisse d'Escompte, puis de la Banque de Saint-Charles en 1785-1786, la Compagnie des Indes, la Compagnie des Eaux, etc., dans le but de faire renchérir le prix des actions des compagnies privées et de d'abaisser leurs dividendes, rendant ainsi les emprunts d'État plus attractifs aux investisseurs. Quitte, sous la pression des banquiers, à mettre fin à une bulle naissante par une nouvelle régulation des marchés à terme, tout en dorant la pilule en faisant rembourser par l'État des pertes des spéculateurs²¹.

344

RÉUSSITE OU ÉCHEC DE LA POLITIQUE ROYALE ?

PISTES LYONNAISES POUR LA CONJONCTURE DES ANNÉES 1780

Voilà donc les principaux outils de manipulation monétaire dont disposait le contrôleur général. Quelle a été leur efficacité face aux épreuves de la dernière période d'après-guerre de l'Ancien Régime ? Pour y répondre, il nous faut un baromètre permettant de mesurer les moments de pression les plus intenses sur

19 Guy Antonetti, « Les manœuvres boursières du contrôleur général Le Peletier des Forts et la réglementation du marché des valeurs mobilières (1730) », *Revue historique de droit français et étranger*, 4^e série, 62^e année, 1984, p. 579-581.

20 François Véron Duverger de Forbonnais, *Lettre d'un banquier à son correspondant de province*, Lyon, Jean-Marie Bruyset, 1759, p. 45-46 ; Pierre Le Verdier (éd.), *Correspondance politique et administrative de Miromesnil, Premier président du Parlement de Normandie*, Rouen/Paris, Lestringant-Picard, 1899-1903, t. 5, p. 52-53.

21 Arch. nat., H1 1452, 1786. Affaires Campi & Baroud etc. ; Arrêts du conseil du 24 janvier, 7 août et 2 octobre 1785 ; George V. Taylor, « The Paris Bourse on the Eve of the Revolution, 1781-1789 », *American Historical Review*, LXVII, 1961-1962, p. 951-977, qui résume utilement les travaux antérieurs, notamment ceux de Jean Bouchary, *Les Manieurs d'argent à Paris à la fin du xviii^e siècle*, Paris, M. Rivière, 1939-1943, et de Herbert Lüthy, *La Banque protestante en France*, Paris, SEVPEN, 1961, surtout le t. II de ce dernier ouvrage, p. 686-733 ; Thomas Manley Lockett, *Credit and Commercial Society in France, 1740-1789*, thèse, Princeton University, 1992, p. 206-209.

le marché monétaire avant la fin de 1789. Évidemment, l'historien de la France moderne ne dispose pas de la panoplie d'instruments de mesure des économistes actuels. Mais il en possède certains, dont le plus utile est sans doute le taux de l'escompte. Dans une thèse soutenue en 1992, l'historien américain Thomas Luckett rendit un grand service en compilant une série mensuelle complète du taux d'escompte à Paris pour la période depuis 1740 jusqu'en 1793²². Cette superbe série toutefois ne manque pas de soulever des interrogations pour la période qui nous concerne. En effet, la courbe tracée par Luckett (**graphique 2**) reste obstinément plate, presque sans interruption depuis la grosse crise de l'automne 1783 jusqu'aux redoutables turbulences de l'été 1788. Luckett lui-même a fait remarquer la contradiction apparente entre cette allure paisible et les multiples témoignages d'un marché parisien très volatil, tirées de la presse et des correspondances et qu'il raconte avec beaucoup de verve. Cette courbe parisienne apaisée rend pour le moins difficile l'établissement d'une chronologie précise des crises et ne permet pas de bien distinguer l'importance relative de tous ces incidents. Dans la vue de mieux cerner l'évolution du marché du crédit pendant les années 1780 nous nous sommes tournés vers le marché financier lyonnais, en mettant à contribution nos données accumulées dans le but d'étudier les fameux *paiements de Lyon* au XVIII^e siècle.

La situation de la place de Lyon et la documentation qui nous en reste la rend en effet un excellent poste d'observation pour la conjoncture. Ses *paiements, clearings* trimestriels dans les dernières quinzaines de mars, juin, septembre et décembre, tiraient leur justification, au XVIII^e siècle, des besoins de crédit de l'industrie et du commerce lyonnais et facilitaient un flux intensif de capitaux par le moyen de la circulation de lettres de change et d'autres effets de commerce. L'intense circulation de ces effets engendrait habituellement un réservoir de crédit à court terme et un marché pour instruments de crédit et produits financiers à plus long

22 T. Luckett, *Credit and Commercial Society in France, 1740-1789*, *op. cit.*, restée malheureusement inédite, mais résumée dans « Crises financières dans la France du XVIII^e siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 43 n° 2, avril-juin 1996, p. 266-292 ; voir aussi « Hunting for Spies and Whores: A Parisian Riot on the Eve of the French Revolution », *Past & Present*, n° 156, août 1997, p. 116-143 ; les taux de change sont tirés de John Castaing, *The Course of the Exchange and other things*, London, 1697-. Luckett s'est servi de la méthode empirique des cambistes, à l'exemple d'Éric S. Shubert, « Arbitrage in the Foreign Exchange Markets of London and Amsterdam during the 18th Century », *Explorations in Economic History*, t. 26, 1989, p. 1-20, s'inspirant à son tour de Ernest Seyd, *Bullion and Foreign Exchanges: Theoretically and Practically Considered: followed by a defence of the double valuation, with special reference to the proposed system of universal coinage*, London, Effingham Wilson-Royal Exchange, 1868, p. 436-437, p. 456 ; voir aussi Marie-Thérèse Boyer-Xambeu, Ghislain Deleplace, Lucien Gillard, « Bimétallisme, taux de change et prix de l'or et de l'argent (1717-1873) », *Économies et Sociétés*, Série AF, n° 7-8, 1995 ; et « À la recherche d'un âge d'or des marchés financiers : intégration et efficience au XVIII^e siècle », *Cahiers d'économie politique*, n° 20-21, 1992.

terme, liant étroitement Lyon aux opérations du marché monétaire parisien, ainsi qu'à ceux d'autres places françaises et européennes²³. À condition de tenir compte des originalités propres à Lyon, les archives lyonnaises peuvent suppléer utilement aux carences des données parisiennes, suppléant aux documents disparus (comme les archives de la Bourse de Paris au XVIII^e siècle) ou qui n'ont jamais existé (comme le contrôle des actes).

Pour Lyon, nous disposons de trois principaux instruments de mesure²⁴. En premier lieu vient le taux à court terme payé par les manieurs d'argent de la place pour l'argent « en dépôt » ou « pour écrire », argent qu'ils emploient pour leurs opérations d'escompte et de change, et surtout afin de faciliter les règlements lors des trimestriels *paiements*²⁵. La seconde série est une statistique, élaborée par nous, du nombre de lettres de change protestées à Lyon par trimestre, correspondant à la durée des quatre paiements annuels. On peut considérer l'évolution du nombre de ces protêts comme une approximation de la préférence pour la liquidité des acteurs sur la place lyonnaise : lorsque le prix de l'argent comptant monte, le nombre de lettres de change douteuses augmente aussi, ainsi que la vigilance avec laquelle les négociants et banquiers lyonnais sur lesquels elles sont tirées, scrutent les effets soumis à leur acceptation. En cas de refus d'acceptation ou de paiement par les maisons lyonnaises, le porteur de l'effet fait dresser un protêt. À Lyon, contrairement à la pratique parisienne, cet acte s'accomplit devant notaire et sera également enregistré dans le bureau du contrôle des actes, ce qui nous permet d'en obtenir le nombre total pour

23 La correspondance d'Etienne Clavière avec les banquiers Delessert & fils à Lyon en regorge d'exemples. À Lyon, écrit Clavière en mars 1785, on trouve encore de preneurs solides pour les actions de la Compagnie des Indes, de la Caisse d'Escompte, de la Banque de Saint-Charles de Madrid, tandis qu'à Paris il a « perdu toute confiance dans ceux qui achètent » ; voir Arch. nat., T 646 2 E. Clavière à Delessert & fils (Lyon), lettres des 4, 12 et 14 mars 1785, 9 juillet 1785 ; écrivant de Paris le 1^{er} août 1785, il fait remarquer que « les gens d'ici font vendre [des actions] à Lyon, c'est pour pouvoir manœuvrer de temps en temps à la hausse pour diminuer leur perte... » et, le 2 août 1785, il prétend même que par rapport à Paris, « à Lyon [...] il y a plus de capitalistes ». Voir aussi notre étude « Bills of Exchange, Credit and Monetary Instruments: Claude Roques and Commercial Paper Flows in the Paris-Lyon Corridor (1759-1767) », actes du colloque *The Origin of Paper Money in Theory and Practice*, London, Economics Department, City University of London, 8-9 avril 2010, à paraître.

24 Notre choix d'indicateurs s'inspire de Thomas Southcliffe Ashton, *Economic Fluctuations in England 1700-1800*, Oxford, Clarendon Press, 1959, où l'analyse de la conjoncture financière repose pour l'essentiel sur quatre séries : le taux de l'intérêt, une statistique annuelle des faillites, la proportion chez la Banque d'Angleterre entre le total de ses billets en circulation et de ses comptes courants d'une part et la valeur de son stock d'or de l'autre (une approximation de la préférence pour la liquidité), et le change étranger.

25 Publié toutes les quinzaines, entre 1759 et juillet 1772, dans les *Affiches de Lyon*. Pour les années postérieures à 1772, nous avons relevé les cotations dans ACCM, L XI 038, 332, 336-337, 357-366, 1033, principalement dans les correspondances d'affaires des frères Roux, gros armateurs à Marseille, avec Vincent (Dubois) et avec Couderc père & fils et Passavant.

toute la place²⁶. C'est une statistique certes imparfaite, car on ne connaît pas malheureusement le nombre total de lettres de change sur la place, mais le volume des protêts a dû lui aussi augmenter dans les années d'activité et chuter dans les mauvaises années, cette exacerbation de la tendance permet ainsi de pointer les moments extrêmes de tension et de répit²⁷. Enfin, notre troisième série consiste en une estimation de l'évolution du nombre des faillites, d'après un échantillon des bilans de faillite que nous avons relevés, en même temps que les protêts, dans le contrôle des actes à Lyon²⁸.

En complément à ces trois séries, nous avons noté, dans les journaux imprimés et dans des correspondances commerciales de l'époque, les taux de change pratiqués à Lyon sur Paris (taux « à vue ») et à Paris sur Lyon (taux « en paiement » des rois, Pâques, août et Saints), ce qui permet d'apprécier l'intensité et la direction des mouvements de capitaux entre les deux places²⁹. Et, enfin, avec les correspondants lyonnais des armateurs Roux à Marseille – les maisons Couderc père fils & Passavant, et surtout Charles-Aimé Vincent (cette dernière représentée presque exclusivement, dans cette période par leur fidèle « teneur de livres » Pierre Dubois)³⁰ –, nous disposons de témoignages et d'observations de vieux routiers de la place de Lyon, offerts à un client de premier rang, dont ils sont de surcroît les associés, par le mécanisme du *compté à demi*, dans le commerce des métaux précieux³¹. Au fil des jours, ces correspondants racontent à Roux l'état de la place, mélangeant à leurs observations les rumeurs, craintes et espérances de leurs collègues, s'essaient à des prévisions en se fondant sur propre

26 Il y a une sorte de coïncidence – logique, après tout – entre les variations du nombre de protêts et celles du taux de l'intérêt à court terme sur la place ; mais il faut voir ces deux séries comme complémentaires plutôt qu'une simple réplique l'une de l'autre.

27 Selon la Chambre de Commerce de Lyon en 1790, « La banque met en circulation 100 millions se renouvelant 12 à 15 fois par an entre 130 et 140 000 négociations », cité dans Pierre Cayez, *L'industrialisation lyonnaise au XIX^e siècle. Du grand commerce à la grande industrie*, thèse d'État, Lille, Service de reproduction des thèses de Lille III, 1979, t. I, p. 80.

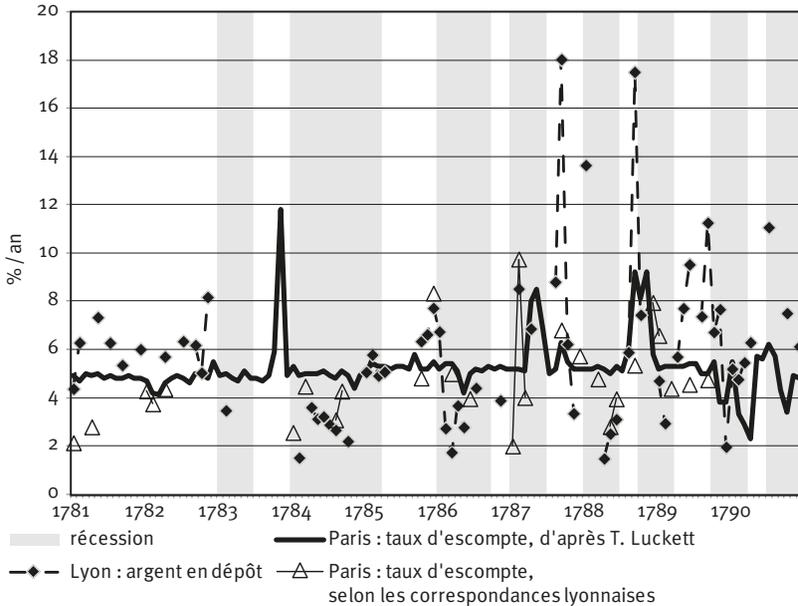
28 Protêts et faillites d'après Archives Départementales du Rhône (désormais ADR) 10C 1201-1273 (Contrôle des Actes, bureau de Lyon, 1778-1791), sondage au 1/8^e. À Paris, les protêts des lettres de change étaient faits, non devant notaire, mais plutôt en présence d'huissiers... qui avaient la fâcheuse habitude ne pas laisser d'archives ; quant au contrôle des actes, les notaires parisiens en avaient acheté l'exemption pour la capitale dès 1694.

29 Pour les lettres de Paris sur Lyon : le *Journal du Commerce* (avant 1783) et le *Journal de Paris* de 1783 à 1791 ; pour Lyon voir note 24. En ce qui concerne le papier sur Paris coté à Lyon, il faut faire attention de ne prendre que les cotations courantes et non ceux en paiement différé.

30 Sur Dubois, voir Charles Carrière, *Négociants marseillais au XVIII^e siècle. Contribution à l'étude des économies maritimes*, Marseille, Institut historique de Provence, 1973, t. 2, p. 730.

31 Les thalers « Marie-Thérèse », fabriqués en Allemagne pour la réexportation vers le Moyen-Orient à partir de piastres d'argent espagnoles achetés à Lyon ou importés par Marseille. Voir Louis Dermigny, « Circuits de l'argent et milieux d'affaires au XVIII^e siècle », *Revue historique*, CCXII, 1954, p. 239-278 et « La France à la fin de l'ancien régime. Une carte monétaire », *Annales : Économies, sociétés, civilisations*, 10^e année, n^o 4, 1955, p. 480-493 ; Michel Morineau, « Les frappes monétaires françaises de 1726 à 1793 Premières considérations », dans John Day (dir.), *Études d'histoire monétaire XII^e-XIX^e siècles*, Lille, PUL, 1984, p. 69-141.

expérience des marchés et aux règles empiriques des opérateurs de l'époque, fonctionnelles bien qu'imparfaites. C'est ainsi que Dubois se réfère souvent à une maxime selon lequel « l'argent chasse le papier », c'est à dire qu'un excès de liquidités cause la rareté du papier commercial ; principe faux (on pourrait plus logiquement proposer que c'était le ralentissement de l'activité économique qui rendait l'argent peu cher et décourageait en même temps l'émission de papier), mais il reste trop bon observateur pour hésiter à l'abandonner face aux réalités d'un véritable *credit crunch* : une absence tout à la fois de papiers et d'argent.



2. Conjonctures lyonnaise et parisienne, 1781-1790. Comparaison des taux mensuels de l'argent à court terme (%/an) selon différentes sources

Quels sont alors les enseignements de nos données lyonnaises sur l'état des marchés financiers des années 1780 ? Remarquons d'emblée une forte réaffirmation de la persistance des forces du marché (**graphique 2**). En effet, et à l'encontre de la courbe parisienne, le taux d'escompte pratiqué à Lyon ne cesse de bouger pendant toute la décennie, soit en amplifiant les modestes oscillations de la courbe parisienne, soit en désignant des évolutions ignorées de celle-ci. Seconde découverte : une cinquantaine de lettres en provenance de nos opérateurs lyonnais, entre 1775 et 1789, et fournissant simultanément deux, voire parfois plusieurs, cotations pour le papier sur Paris : un taux « à vue » et un taux à une date ultérieure, précisément les mêmes éléments qui ont permis à Thomas Lockett de calculer un taux parisien à partir de sources londonniennes. Or, ces mêmes correspondances révèlent, à Paris même, des fluctuations plus intenses que celles présentées par lui. Ces observations étayaient l'affirmation

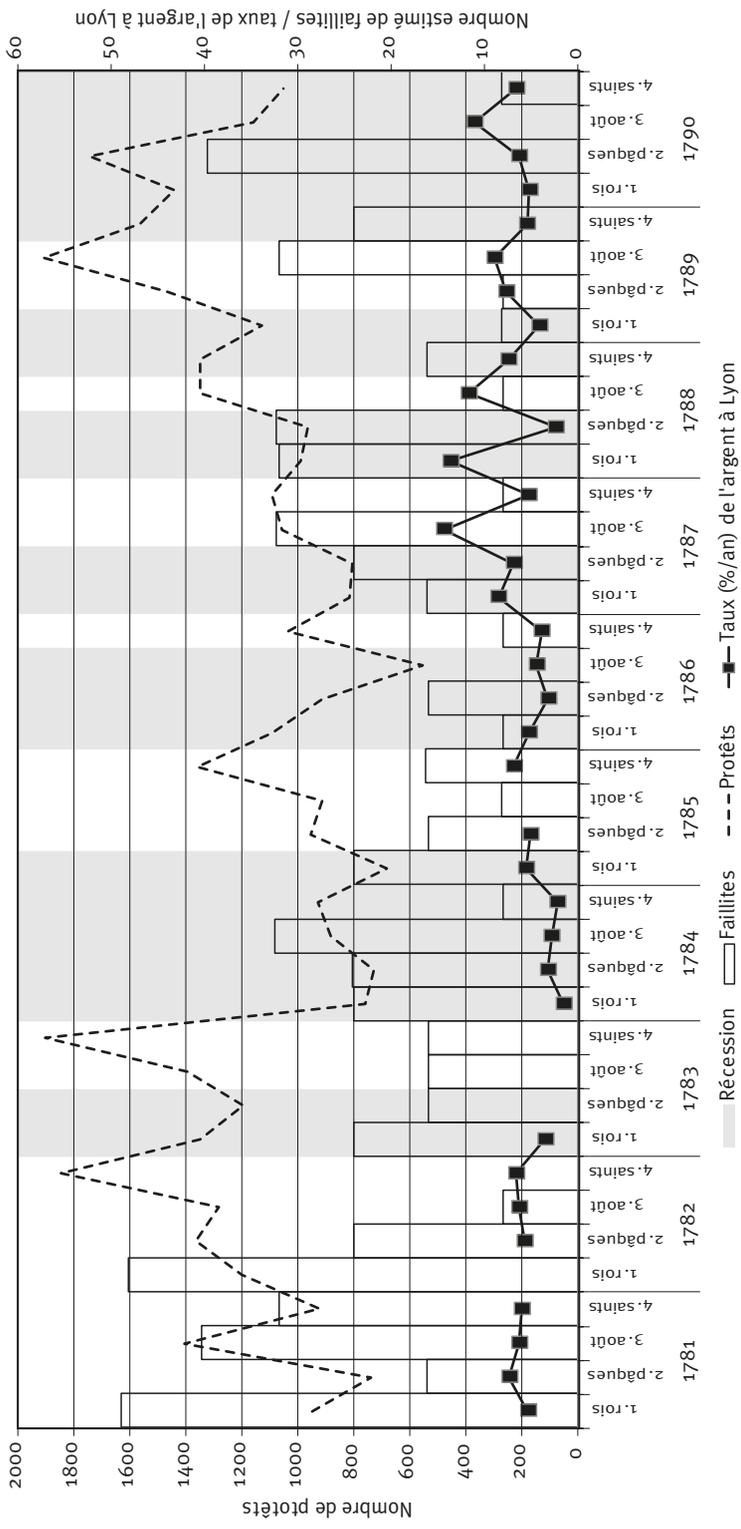
du négociant lyonnais Dominique Bergasse que les taux offerts par la grande banque à Paris des années 1780 n'étaient pas forcément disponibles pour tout le monde³². Retenons-en pour le moment l'utilité d'un voyage en province pour connaître l'évolution du marché de l'argent en France au XVIII^e siècle et regardons de plus près l'ensemble de nos données afin de déchiffrer la conjoncture lyonnaise et éventuellement parisienne.

Vue de Lyon, la dernière décennie de l'Ancien Régime fut scandée par quatre grandes crises (**graphiques 3 et 4**).

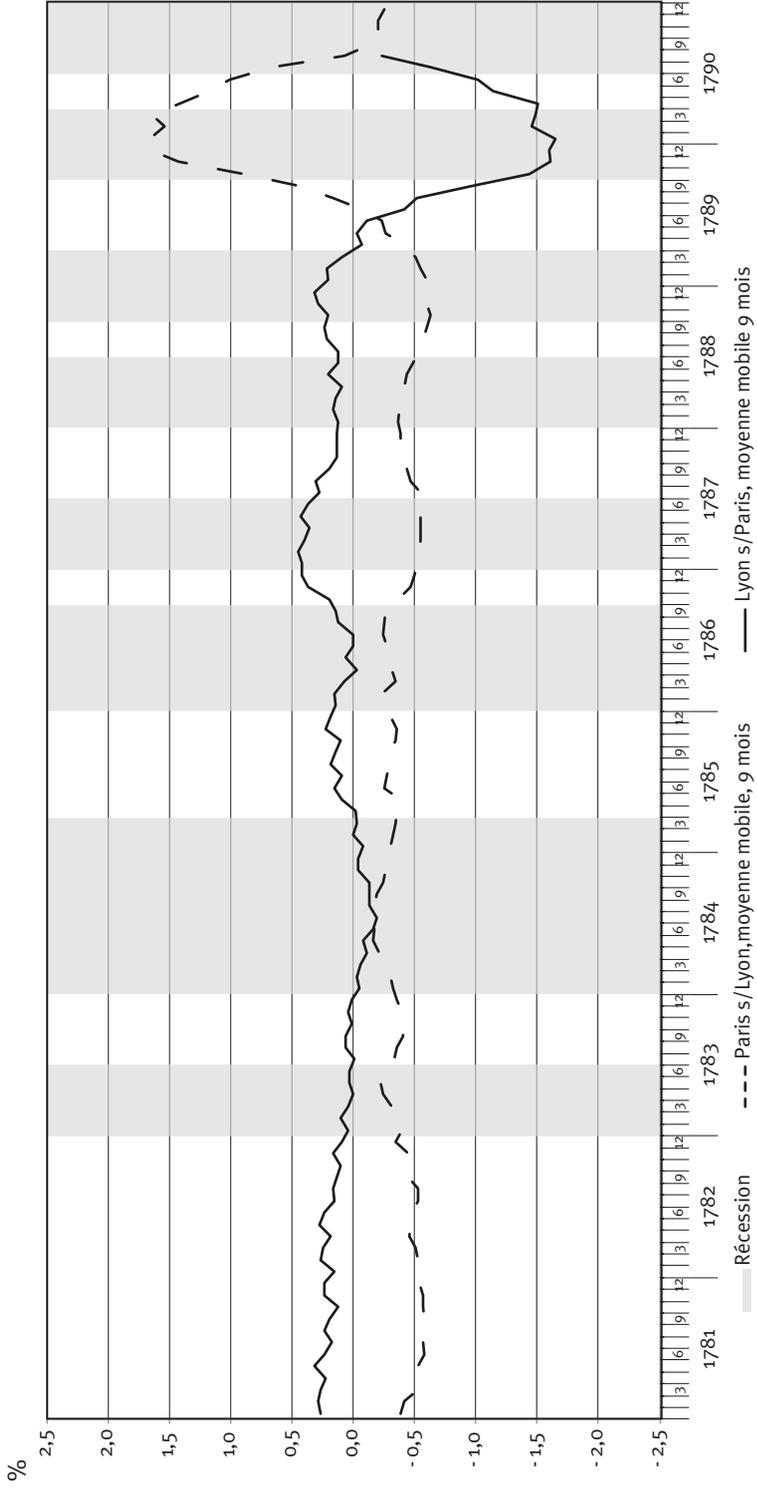
1) La première est la sévère récession de 1784, effondrement classique de fin de guerre, due au stockage spéculatif des produits d'exportation en vue de fournir aux besoins anticipés des pays d'Amérique, d'Asie et du Moyen-Orient, et précédée d'une immense crise du crédit à Paris, lors de la cessation momentanée de paiements par la Caisse d'Escompte, en septembre 1783. On doit sans doute considérer cet événement majeur comme une prolongation des difficultés des années de guerre, à partir du grand resserrement du crédit de 1779, mais cela nous mènerait trop loin de notre propos.

Le contre-coup le plus évident de cette double convulsion, c'est la forte *chute du taux de l'intérêt au début de 1784* que nous observons dans nos courbes, et dont témoignent aussi nos opérateurs lyonnais : l'argent devient « trop abondant », situation qui perdurera jusqu'en septembre. La hausse du taux de change de Paris sur Lyon, la baisse du taux en sens inverse annoncent le reflux du capital spéculatif sur la place lyonnaise, à la recherche de taux plus élevés lors des paiements, avec le résultat, selon le diagnostic habituel de nos opérateurs lyonnais, que les Lyonnais manquent de lettres de change à Lyon pour régler leurs comptes avec leurs correspondants. On pourrait regarder cet été 1784 comme le nadir de cette récession, mais comme la petite reprise de la seconde moitié de 1784 fut jugulée presque immédiatement par le resserrement du crédit et gâchée par une hausse du nombre des faillites, il vaut mieux faire prolonger l'étiage à toute l'année, depuis janvier 1784 jusqu'aux débuts de 1785. Souvent, le seul moyen de règlement à distance possible en ce moment-là était de faire voiturier du numéraire par la Messagerie, opération coûteuse, mais autorisée par le taux très bas de l'argent à court terme sur la place de Lyon. En passant, on notera que c'est en octobre 1784 que fut lancé, à Paris, l'*emprunt des 125 millions*, l'émission

32 Dans ses *Recherches sur le commerce, les banques et les finances, publiées par M. Bergasse, Député de la Sénéchaussée de Lyon, aux États Généraux, novembre 1789*, Paris, s.n., 1789, Dominique Bergasse (1749-1793), publie sous le nom de son frère Nicolas, avocat et député aux États Généraux et remarque, p. 67, note 1, à propos d'une crise des années 1780, que « l'argent est [...] si rare à Paris, qu'on ne peut s'en procurer qu'à un cours beaucoup plus élevé [que 4 %] ».



3. Lyon : taux d'escompte, lettres de change protestées et faillites par paiement (trimestriel), 1781-1790



4. Lettres de change : Paris sur Lyon « en paiement » et Lyon sur Paris « à vue » (moyennes mobiles, 9 mois)

d'État la plus réussie de la décennie : c'est qu'elle fournissait un refuge commode pour les capitaux dans cet environnement morose.

2) Enfin la confiance renaît pour donner naissance, au printemps 1785, à *une longue remontée*. C'est le moment où, profitant du crédit toujours assez bon marché, les Parisiens et avec eux, les Lyonnais, s'enflamment pour les actions de la nouvelle Compagnie des Indes, de la Caisse d'Escompte, de la banque de Saint-Charles de Madrid, sorte de réplique espagnole de l'opération Law.

Un *pic d'activité* est atteint à la fin de l'année 1785. Dès l'été 1785 cependant des signes prémonitoires s'accumulent : Pierre Dubois prend un malin plaisir à signaler la déconfiture de certains Lyonnais trop engagés dans les actions de la Banque de Saint Charles de Madrid, et à pointer du doigt la faillite à Paris, pour 8 millions de livres, de l'agioteur bordelais Pitot³³. C'est la situation en Espagne que Dubois rend responsable de la tension sur les marchés et il fait part aux Roux, à la mi-octobre 1785, des sombres présages que lui inspire le gonflement du coût du crédit ; nous constatons en même temps un nombre croissant de lettres de change protestées. Facteur aggravant : l'hiver de 1785-1786 est le moment choisi par le contrôleur général Calonne pour sa vaste réforme monétaire visant la réévaluation de l'or en termes d'argent. Comme il y a une importante Monnaie à Lyon, les pièces et matières d'or et d'argent y affluent... et tardent à en sortir, car les frappes sont débordées – ce qui rend les liquidités encore plus rares. Vient ensuite la terrible crise commerciale et financière espagnole³⁴. Il manque alors à Lyon, tout à la fois, papier, numéraire et crédit. C'est le *credit crunch* classique.

L'argent redevient momentanément disponible à Lyon fin mars 1786, mais seulement pour la quinzaine du paiement des rois ; le *crunch* reprend alors de plus belle, le cours de l'argent redescend inexorablement, mais cela ne suffit pas pour encourager une reprise car il reste toujours à purger les restes de la récente crise : chaque trimestre apporte un nombre accru de faillites. Cette fin de l'été 1786 constitue le creux le plus profond de la décennie. Selon Ernest Labrousse, ce fut « le zéro de l'économie », conséquence d'une crise profonde agricole et viticole. On peut être d'accord sur le descriptif, sans l'être sur la causalité. En effet, sauf ceux du Nord et du Nord-Est, les prix céréaliers

33 Sur la famille Pitot, Michel Zylberberg, *Une si douce domination. Les milieux d'affaires français et l'Espagne vers 1780-1808*, Paris, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1993, p. 298.

34 M. Zylberberg, *Une si douce domination...*, *op. cit.*, p. 346-353 ; John R. Fisher, « Imperial "Free Trade" and the Hispanic Economy, 1778-1796 », *Journal of Latin American Studies*, t. 13, n° 1, p. 21-56, 1981 et « The Imperial Response to "Free Trade": Spanish Imports from Spanish America, 1778-1796 », *Journal of Latin American Studies*, vol. 17, n° 1, 1985, p. 35-78.

varient peu, en 1786, par rapport aux années précédentes³⁵. Quant aux vins, leur prix est réellement en baisse un peu partout cette année-là, mais il faut sans doute situer l'abondance des vendanges qui en est cause dans le contexte de l'augmentation de la production et l'expansion du marché viticole avant et pendant ces décennies 1780, ce qui a permis à au moins une partie des exploitants de diversifier leur production vers le haut, ou vers la distillation, comme l'ont proposé Michel Morineau et Louis Cullen ; ce dernier historien va même plus loin en suggérant que le problème principal de ces branches ne fut pas la surproduction, mais les crises de crédit³⁶. Quant à l'impact des fluctuations particulières de l'économie lyonnaise elle-même sur nos courbes avant 1787, les signaux sont brouillés. En août 1786, Dubois relate brièvement, sans l'expliquer, le grand soulèvement des ouvriers en soie, qui en déclenche aussitôt un autre, des chapeliers et les faiseurs de bas³⁷. Selon Maurice Garden, c'est à un moment de quasi-prospérité pour l'industrie qu'éclate cette révolte : tentative donc de rattrapage des salaires après de longues années de stagnation. Cependant, on peut se demander dans quelle mesure le négoce lyonnais n'avait pas fait répercuter ses difficultés de trésorerie sur les ouvriers et petits entrepreneurs, en ralentissant leurs règlements en numéraire, ce qui semble être le cas dans la grève des compagnons et ouvriers maçons le mois précédent³⁸. Quoiqu'il en soit, et en ce qui nous concerne, la crise générale du crédit engendrée déjà, au début de 1786, par l'implosion du commerce espagnol n'a guère besoin d'explication par des perturbations éventuelles de

35 Ernest Labrousse, Ruggiero Romano, François-Georges Dreyfus, *Le Prix du froment en France au temps de la monnaie stable (1726-1913)*, Paris, SEVPEN, 1970, p. 9, 23.

36 Louis M. Cullen, *The Brandy Trade under the Ancien Régime. Régional Specialisation in the Charente*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 53-57 ; « Labrousse, the Annales School, and *Histoire sans Frontières* », *Journal of European Economic History*, XXXIV, 2005, p. 309-350 ; voir aussi Michel Morineau « Les comptes d'un propriétaire de vignes bourguignon de 1774 à 1807 », *Annales de Bourgogne*, LXX, 1998, p. 143-66 et « Variations sur des thèmes labroussiens », dans Rainer Gömmel, et Markus A. Denzel (dir.), *Weltwirtschaft und Wirtschaftsordnung: Festschrift für Jürgen Schneider zum 65. Geburtstag*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2002, p. 3-13 ; voir Ernest Labrousse, *La Crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, Paris, PUF, 1944, p. 473, p. 578-579 et l'analyse, toujours pertinente, de David S. Landes, « The Statistical Study of French Crises », *Journal of Economic History*, X, 1950, p. 195-211.

37 ACCM L IX 364 C.A., Dubois à Roux, 13 août 1786.

38 *Journal de Lyon*, n° 16, p. 246, du 2 août 1786 ; Maurice Garden, *Lyon et les Lyonnais au XVIII^e siècle*, Paris, Les Belles Lettres, 1970, p. 582-592 ; Justin Godart, *L'Ouvrier en soie. Monographie du tisseur lyonnais. Étude historique, économique et sociale*, Lyon, E. Nicolas, 1899, p. 239-246 ; Louis Trénard, « La crise sociale lyonnaise à la veille de la Révolution », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, II, 1955, p. 5-45 ; B. Benoît & R. Curtet, *Quand Lyon rugit. Les colères de Lyon du XII^e au XX^e siècle*, Lyon, Éditions lyonnaises d'Art et d'Histoire, 1998, p. 40 sq. ; Bruno Benoît et Roland Saussac, *Histoire de Lyon*, Lyon, Éditions des Traboules, 2008, p. 153-157 ; Bruno Benoît, *L'Identité politique de Lyon. Entre violences collectives et mémoires des élites (1786-1905)*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 4-26.

l'économie agricole française ou de l'industrie lyonnaises, si pénibles fussent-elles : cette crise fut commerciale et bancaire dans ses origines.

3) Le creux de 1786 est le point de départ d'une très longue hausse saccadée d'activité spéculative et des cours qui vont culminer au moment de la fondation de la monarchie constitutionnelle à Paris, à l'automne 1789. Symptôme d'une reprise généralisée de l'économie ? Douteux, car 1°) la remontée du taux de l'intérêt est accompagnée dès le début, du moins pour Lyon, d'une augmentation progressive des faillites, qui ne connaîtront pas de répit avant l'été 1787 ; 2°) la soierie à Lyon subit, en 1787-1788, quelques-uns de ses jours des plus noirs, suite à de mauvaises récoltes de soie en Italie ; elle est rejointe dans ce marasme, quoique pour des raisons différentes, par les industries textiles de la Normandie, la Champagne, le Dauphiné l'Île de France, Orléans et Bourges³⁹. Malgré ces tendances dépressives, le taux de l'argent continue à monter, avec quelques rechutes il est vrai, sur la place de Lyon.

354

Quel fut alors le moteur de ce mouvement de fond ? Sans verser dans des explications simplistes, on peut avancer comme hypothèse, un phénomène commun à l'Europe continentale, l'instabilité politique croissante du continent et donc le besoin accru d'argent ressenti par ses États : guerres russo-turques et austro-turques, révolte des Patriotes des Pays-Bas autrichiens, révolte des Patriotes hollandais dans les Provinces-Unies, invasion de celles-ci par les Anglais et les Prussiens pour rétablir le Stadhouder – incident qui provoque l'armement puis le désarmement, coûteux, de la flotte de guerre française –, voire les prémices d'une révolte en Égypte⁴⁰. Tous ces événements trouvent d'ailleurs des échos dans les lettres de nos opérateurs.

En fait, plus près de Lyon et de Paris, commence à poindre à l'horizon une crise de liquidité, puis enfin – mais assez tardivement –, une crise de la solvabilité des finances royales françaises. Lors d'une première remontée des taux, hésitante, à l'automne 1786, Dubois dénonce la spéculation néfaste sur les effets royaux, qui détourne l'argent du marché du papier commercial et, plus spécifiquement, de la place de Lyon. Ensuite, en janvier 1787 à Paris, une grande crise de liquidités traverse les finances royales. Elle se manifeste de façon spectaculaire par les faillites d'un quarteron de grands argentiers du roi, personnellement responsables, selon la logique de la vénalité des offices de finance, des sommes considérables de deniers royaux dont ils ont le maniement, et la mise en difficulté de beaucoup de leurs collègues. Or ces officiers sont très

39 P. Cayez, *L'Industrialisation lyonnaise au XIX^e siècle. Du grand commerce à la grande industrie*, *op. cit.*, p. 89-96 ; Charles Schmitt, « La crise industrielle de 1788 en France », *Revue historique*, XCVII, fasc. 1, 1908, p. 78-94.

40 ACCM L IX 365, Dubois à Roux, 7 avril 1787.

exposés au marché du crédit : gros spéculateurs sur les actions de la Banque de Saint Charles de Madrid en chute libre, directeurs de la Caisse d'Escompte, coincés par l'appel de fonds lancé en direction de ses dirigeants⁴¹. Et combien d'autres officiers de finance, fermiers et manieurs des deniers royaux, moins haut placés ou mieux à l'abri, restent tout de même à la merci des aléas de la place où ils doivent chercher preneur pour leurs billets et obligations comme pour ceux du roi, sur un marché où le coût de l'argent est en train d'exploser ?

C'est en ce mois de janvier 1787, que Dubois dénonce la spéculation sur les actions de la Caisse d'Escompte qui draine l'argent vers Paris. Il n'est pas pour autant un détracteur de l'institution : « Le dividende de la Caisse d'Escompte a été fixé à 230 £ et on a mis 1 400 mille livres en réserve. C'est une belle position »⁴². Si belle que, dans la troisième crise de l'après-guerre, la mauvaise conjoncture du premier trimestre 1787, le seul papier commercial qui se vend bien sur la place de Lyon est le papier court sur Paris, et l'écart entre son prix et celui des lettres de change tirées en sens inverse, de Paris sur Lyon *en paiement*, atteint un niveau sans précédent (**graphique 3**). Le 11 février 1787, Dubois raconte un achat massif de piastres à Lyon : « Je crois que c'est pour Paris, où l'argent trouve des emplois solides à 10 & 12 %. » Sur le marché à terme de Lyon, « le papier sur Paris à vue gagne 7/8 à 1 % [6,7 % à 7,6 % en taux annuel] pour [le paiement des] rois [fin mars] [...] ce sont les dernières résolutions prises le 5 courant à l'Assemblée générale des actionnaires de la Caisse d'Escompte qui occasionnent ces grands dessins. Il faut trouver 80 millions en peu de temps »⁴³. Il s'agissait de la décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Caisse, du 7 février 1787, de lever, par la vente d'actions aux actionnaires et au public, 80 millions de livres... dont 70 millions devait être placés en dépôt au Trésor Royal ; bref, sous les apparences d'une recapitalisation de la Caisse d'Escompte, ce fut un prêt massif au Trésor royal, rudement éprouvé par les chocs de 1786. Le montant fut versé au Trésor le 18 juin. « Jamais opération de cette importance

41 Mises sous scellés, emprisonnement ou fuites de Harvoine, receveur général des finances à Tours (20 janvier 1787), Baudard de Saint-James, trésorier général de la Marine et administrateur de la Caisse d'Escompte (2 février), L.-R. Marchal de Saincy, régisseur des Économats (17 février), Bourboulon, trésorier du comte d'Artois (5 mars), bientôt suivies de la faillite de Mégret de Sérilly, trésorier général de la Guerre (1^{er} juin), et la mise en difficulté de Magon de la Balue, Le Normand, Savalette et Duruey, selon John Francis Boshier, *French Finances 1770-1795 From Business to Bureaucracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970, p. 183-189 et M.-L. Legay, *La Banqueroute de l'État...*, op. cit., p. 229-232 ; voir aussi M. Zylberberg, *Une si douce domination...*, op. cit., p. 301.

42 ACCM L IX 365, Dubois à Roux, 16 janvier 1787.

43 *Ibid.*, 11 février 1787. Sur cette décision, voir R. Bigo, *La Caisse d'Escompte (1776-1793) et les origines de la Banque de France*, op. cit., p. 109-111 et Daniel Laffon-Ladébat, *Compte-rendu des opérations de la Caisse d'escompte, depuis son origine (24 mars 1776) jusqu'à sa suppression (24 août 1793) et de sa liquidation depuis l'époque de sa suppression*, Paris, A. Bailleul, 1807, p. 18-20.

n'avait été faite en France avec autant de facilité » vantera, dix ans plus tard, un vétéran de ces heures mouvementées⁴⁴. Plus sobrement, Dubois, relatant à Roux l'état de la place en ce début de 1787, insiste sur le effet néfaste de cet engouement pour le marché parisien et les effets royaux ; les ponctions répétées sur les stocks de liquidités amène à Lyon, une fin du paiement des rois (fin mars 1787) « terrible », avec argent et crédit très chers tous les deux, ce qui est confirmé par nos taux courts, qui dépassent à Lyon les 10%/an.

356

Tout cela, au niveau national, augmenta l'embarras de Calonne qui devait solliciter, le mois suivant, l'aval de l'Assemblée des Notables à ses réformes radicales de la fiscalité royale. On en connaît le résultat : un refus cinglant, suivi de la chute du contrôleur général. Le 19 avril 1787 à Lyon, la nouvelle de son exil sur ses terres « a fait plaisir [...] hier à toute la place »⁴⁵. Le printemps lyonnais de 1787 se passe donc dans le marasme, avec le retour de cette trop grande abondance d'argent qui trahit la stagnation de l'activité commerciale, aggravée, toujours selon Dubois, par le chaos politique et la guérilla des parlements. L'automne qui lui succède n'offre guère mieux. « Les affaires », se lamente Dubois au début d'août 1787, « sont excessivement mortes ici ; on n'y fait rien et cela ne peut que s'augmenter jusqu'à ce que les affaires politiques auront pris un tournant déterminé, et surtout jusqu'à ce que les différends du roi avec le Parlement seront aplanis. La circonstance est bien chatouilleuse ». Ces craintes ne sont certainement pas apaisées par l'annonce (4 octobre 1787), puis le retrait, fin septembre, par Loménie de Brienne, successeur de Calonne à la tête des finances, d'un impôt du timbre qui devait frapper toutes les transactions commerciales, y compris les lettres de change, et une version édulcorée de l'impôt territorial de Calonne, déjà rejetée par l'Assemblée des Notables.

Mais avant même de connaître, à l'automne 1787, l'entrée des troupes prussiennes en Hollande (25 septembre 1787) et leur occupation d'Amsterdam, centre financier de l'Europe (18 octobre), le taux de l'argent remonte. La cause : les difficultés du Trésor et des achats spéculatifs à terme des emprunts royaux, considérés toujours comme de bonnes affaires pour un investisseur un peu hardi. Or pour cela, il faut des fonds à Paris : la place lyonnaise se trouve donc inondée de papier spéculatif tiré sur Paris à 90 jours et portant intérêt à 8,2%/an. En septembre, l'escompte sur la place lyonnaise atteint brièvement un pic de 18%/an ; début octobre on n'ose pas coter le change étranger à Lyon tant il est instable. Le dénouement rapide de la crise hollandaise et la nouvelle du désarmement de la flotte française destiné à secourir les patriotes (28 octobre) ramènent une stabilité factice et une chute du prix de l'argent (11 et 20 novembre). En cette

⁴⁴ *Ibid.*, p. 20.

⁴⁵ ACCM L IX 365, Dubois à Roux, 20 avril 1787.

fête de Noël 1787, de guerre lasse, Dubois dénonce les méfaits des « brasseurs d'affaires ; c'est une manie trop commune aujourd'hui dans tous les pays »⁴⁶.

La première partie de l'année 1788 voit une quatrième crise : face à une nouvelle abondance de liquidités, la demande de papier sur Paris commence à se rétrécir : signe d'une nouvelle décélération de l'économie réelle, témoignage de morosité rampante. Le début de la guerre austro-turque, qui aurait dû normalement ramener la hausse des cours, passe presque inaperçue (6 mars 1788). C'est à ce moment que *les possibles conséquences financières et économiques de la crise politique commencent à peser* sur l'esprit de nos opérateurs. Le 15 juin, les agissements des Parlements les irritent ; ce n'est sans doute pas coïncidence que juste avant fin juin le prix de l'argent se redresse (26 juin), mais ce n'est pas encore la crise. Ce n'est que début août 1788 qu'on commence, bien tardivement, à *s'inquiéter ouvertement de la fiabilité des effets royaux à long terme* et d'en tirer les conséquences, car de la valeur de ces effets détenus dans les portefeuilles dépend une bonne partie du crédit qu'on peut espérer obtenir auprès des marchés : « Vous me paraissez avoir une bonne idée de la tournure finale que prendront les affaires de l'État » écrit Dubois aux Roux début août 1788, je souhaite que vous ayez raison, mais si nous avons guerre avant que les choses s'arrangent, c'est à dire avant les États généraux, où prendrait-on l'argent, ou plutôt comment ferait-on pour s'en passer ? Je vous avoue que je suis créancier de l'État pour beaucoup trop d'argent, et que je ne vois pas sans peine les effets royaux que j'ai, à 15 ou 20 % au-dessous de leur valeur légitime ; cet avilissement n'arriverait pas si mes craintes n'étaient qu'à moi »⁴⁷.

Craintes justifiées : la semaine suivante, Loménie de Brienne réagit enfin à la crise de liquidités : par l'Arrêt du conseil du 16 août 1788, il fait décréter le paiement d'une partie des dépenses courantes en Bons du Trésor portant 4 % d'intérêt et met la main sur tout ce qu'il peut trouver comme fonds à Paris : l'argent collecté par loterie pour les victimes de la grande et fatidique grêle du 13 juillet 1788, les fonds de la caisse des Invalides, peut-être même ceux de l'Opéra⁴⁸. Ce n'est pas encore la banqueroute, mais on n'avait pas vu pareil depuis 1770. Paquet de mesures jugé « indispensable » par Couderc, mais néanmoins « fatal » (24 août), source de « découragement » (28 août) et de « discrédit » (4 septembre).

Puis c'est le miracle : des courriers extraordinaires apportent à Lyon la nouvelle du remplacement de Loménie de Brienne par Jacques Necker. « Cette nouvelle a fait [...] une sensation des plus vives & tout le public unanimement la regarde

⁴⁶ *Ibid.*, 25 décembre 1787.

⁴⁷ *Ibid.*, Dubois à Roux, 3 août 1788.

⁴⁸ Charles Gomel, *Les Causes financières de la Révolution française*, t. 2, *Les derniers contrôleurs généraux*, Paris, Guillaumin, 1893, p. 480-484.

comme le premier pas pour la restauration du Royaume », rapporte Couderc⁴⁹. « Cette nouvelle » précise Dubois, « a fait le plus grand plaisir à Paris et ici [...] quand on l'apprit, on s'en faisait compliment, et on s'embrassait »⁵⁰. Le salut tarde cependant à venir. À Lyon, à la fin de l'automne 1788, le taux d'escompte atteint et dépasse de nouveau le pic de 18 %/an ; le paiement d'août (16-30 septembre 1788) est « dur ». Même déception à Paris, raconte Dubois : là, le commerce est mort, le papier commercial invendable, l'argent sans emploi. Reste un seul recours pour les spéculateurs lyonnais : conscients de la pénurie d'argent dans la capitale, ils persistent, pendant quelques mois encore, à acheter le papier parisien pour profiter des taux élevés que s'y pratiquent – on parlait de 12 à 30 %/an – et de la détresse des acheteurs d'effets royaux à terme (9 et 19 octobre).

358

Cependant l'effondrement du crédit à Paris, à la fin du premier trimestre de 1789, met fin aux attraits de l'eldorado lutécien : pour la première fois depuis 1784, les Lyonnais rapatrient massivement leurs fonds et les Parisiens cherchent désormais à employer leurs ressources... à Lyon ; les courbes de taux de change entre les deux places s'inversent de façon spectaculaire (**graphique 4**). « Le papier sur Paris est très offert, il ne gagne plus rien à vue et sous peu il perdra parce que les ressources de Paris ne valent rien. J'y ai des fonds envoyés un peu par force [pour « nourrir » ses spéculations à terme], et on ne peut me les renvoyer sans perte », déplore Dubois le 21 mai. À Lyon, en juin, on refuse carrément tout papier tiré sur la capitale. Entre temps, les États Généraux ont débuté, et l'échec de la politique royale jette le froid sur la place lyonnaise⁵¹ :

La Séance Royale [23 juin 1789] a tellement resserré l'argent qu'on ne vend plus ici aucun papier. Des coups d'autorité de cette nature sont bien faits pour ruiner la confiance. On dit à présent que M. Necker a repris le dessus et on parle de l'exil de quelques personnes du plus haut rang ; on ajoute que le roi revient en plein sur sa Séance royale – que les Communes menacées d'un piquet commandé par M. d'Agout ont répondu que personne en sortirait que mort de la salle des États. En effet elles ont délibéré et pris un arrêté sur la motion de M. de Mirabeau. Tout cela est affreux à apprendre & Dieu nous préserve de pire !

Début août le peuple de Lyon, éprouvé par deux ans de misère, se révolte contre les octrois et tente de s'emparer de l'Hôtel de Ville. L'argent vaudra bientôt entre 12 % et 18 %/an sur la place (4 octobre), le commerce est « anéanti »

49 ACCM L IX 337, Couderc père & fils à Roux, 28 août 1788.

50 ACCM L IX 365, Dubois à Roux, 29 août 1788.

51 ACCM L IX 366, Dubois à Roux, 28 juin 1789.

et le scénario est en place pour des déboires encore plus étendus, mais ceux-ci dépassent le cadre chronologique de cette esquisse.

Ayant accompli ce périple lyonnais, revenons sur notre problématique initiale, le pouvoir du gouvernement royal de créer la confiance en pesant sur l'évolution du marché de l'argent, et plus précisément l'exercice de ce pouvoir dans ces difficiles années 1780. Cette nouvelle documentation permet de cerner de plus près, bien qu'à travers une lentille légèrement déformante, la chronologie et l'impact de la politique royale de soutien au marché de l'argent.

Quid donc de la contradiction apparente entre la fébrilité des taux de l'intérêt à Lyon et la sérénité relative de la courbe parisienne entre 1784 et 1787 ? Rappelons que celle-ci est obtenue par une opération arithmétique qui permet de déterminer le taux d'escompte sur une place lointaine, à partir de deux prix, celui des lettres de change à long terme et le prix des lettres « à vue ». Or le taux d'escompte à Paris, calculé à Londres par ce moyen, dépend forcément de la perception que se faisaient des cambistes londoniens de la situation outre-Manche. Comme la réactivité de la même courbe aux péripéties dans les années avant 1782 et à partir de 1787 ne fait pas de doute, que les taux parisiens calculés d'après nos données lyonnaises évoluent, malgré la différence de leur niveau, plus ou moins dans le même sens que les données de Luckett, et que des erreurs d'appréciation sur une période aussi étendue devaient normalement se corriger au bout de quelques semaines, force est de conclure que le taux établi par Luckett est bien réel, ainsi que sa stabilité à Paris pendant cet intervalle. Comment l'expliquer alors, et le situer dans son contexte ?

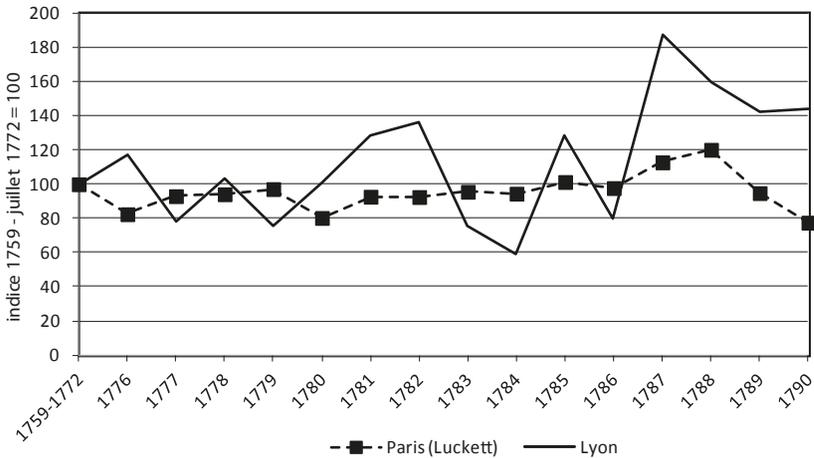
Pour nous, le comportement différentiel des taux à Lyon et à Paris, est la preuve *a contrario* de l'efficacité des méthodes de stabilisation employées par le contrôle général. Cette politique visait à maîtriser un levier puissant, le marché parisien du crédit à court terme. Son efficacité fut sans doute décuplée par la nouvelle Caisse d'Escompte dont les opérations atteignent, à la sortie de la guerre d'Amérique, une vitesse de croisière.

L'effet de cette politique de stabilisation, et surtout de l'action de la Caisse, fut double. D'abord on réussit à fixer, à Paris, un plancher effectif sous le taux de l'intérêt à court terme. Rappelons que cette institution pratiquait un taux d'escompte fixe, à l'encontre de son grand modèle, la Banque d'Angleterre. Or, en éliminant la variation dans le temps du taux de l'argent dans la formation des cours, la Caisse imposa à la grande masse des effets tirés sur Paris son taux de base fixe de 4 %⁵². Certes, les taux parisiens que nous avons calculés à partir des

52 Modifié en février 1787 ; désormais, le taux de 4 % était réservé au papier à 2 mois, celui à plus longue échéance était pénalisé par un taux progressif (4,5 % pour les effets à 2 à 4 mois ; 5 % pour ceux allant de 4 à 6 mois) ; voir R. Bigo, *La Caisse d'Escompte (1776-1793) et les origines de la Banque de France*, op. cit., p. 111.

taux de change pratiqués à Lyon (**graphique 2**) suggèrent que cette mainmise n'était pas parfaite dans la capitale. Avant d'arriver aux guichets de la Caisse d'Escompte, les lettres de change passent par les mains des banquiers et d'autres intermédiaires qui y appliquent naturellement un taux supérieur ou même inférieur (comme pendant le reflux de 1784-1785, cf. **graphiques 1** et **2**) selon l'état actuel du marché et les risques propres à chaque instrument. Reste que le volume des transactions passant par ses guichets, relayé par les opérations de ses clients, les grandes banques parisiennes, prédominantes sur le marché des changes, out dû fixer l'intérêt commercial parisien dans de nouvelles limites plus étroites, avec toute l'efficacité d'un rouleau compresseur.

Cette action ne semble pas avoir été sans effets pervers sur le marché de l'argent à Lyon, et peut-être ailleurs. Dans le cas de Lyon, il est clair que l'argent était devenu plus cher à cette époque par rapport au taux parisien qu'il ne l'avait été dans les décennies précédentes (**graphique 5**).



5. Taux d'escompte à Paris et à Lyon.
Évolution comparée des moyennes annuelles, 1776-1790

Pourquoi ? À l'automne 1787, l'infatigable Dubois, faisant sans doute écho à son héros Necker, croyait avoir trouvé l'explication des taux de 6 % et plus pratiqués à Lyon, dans l'influence du prix des effets royaux à long terme « depuis quelques années les effets royaux ont donné à l'argent cette valeur habituelle »⁵³. Comme vue d'ensemble, cette explication structurelle est un peu courte ; il fait abstraction du contexte bancaire et commercial à court terme et de l'existence, tout à fait normale, d'une différence, variable, entre les rendements à long et à court terme. C'est en effet dans le court terme, dans l'immédiat, que vivent ces

53 ACCM L IX 365, Dubois à Roux, 21 septembre 1787 ; Jacques Necker, *De l'administration des finances de la France*, Paris, s.n., 1784, t. III, p. 243.

opérateurs et spéculateurs, avec un horizon ne dépassant pas quelques mois, sans souci de ces multiples symptômes locaux d'une crise latente de liquidités, et a fortiori sans réfléchir aux grands problèmes de la solvabilité éventuelle de l'État ; et cela même après la mise à jour du déficit dans les débats de l'Assemblée des Notables et la brève convulsion qui traversa le marché parisien à l'automne 1787 (**graphiques 3 et 4**). Dans ces années avant la rupture fatidique de l'automne 1788, c'est la politique monétaire dictée par le gouvernement et la Caisse d'Escompte, à travers le marché parisien à court terme, qui avait structuré leur action. Influence peut-être néfaste pour Lyon, si nous suivons les jugements sévères des Lyonnais soumis à sa règle⁵⁴. D'ailleurs il n'est pas interdit de penser que des taux plus raisonnables sur sa place auraient permis à la soierie lyonnaise de constituer plus facilement son capital de roulement à un moment crucial de son développement.

Il reste évidemment à étendre ce type d'analyse à des régions en dehors du corridor Paris-Lyon pour mieux cerner les contours de ces années. En attendant, cette enquête aura eu au moins le mérite de montrer la réussite non négligeable de l'État à maîtriser la conjoncture à son avantage, mais aussi les limites de cette action. La force de celle-ci fut que, malgré les menaces posées par ces multiples crises de liquidité, on avait réussi à maintenir un taux directeur stable sur la place de Paris presque sans interruption, et même au-delà de 1789, et à forcer même une économie régionale forte comme celle de Lyon, de s'y adapter, pour le bien et pour le mal. Sa faiblesse se mesure à la rapidité avec laquelle, une fois ébranlée la confiance des opérateurs dans la solvabilité du roi en 1788, les marchés cessèrent de lui prêter la moindre attention.

54 D. Bergasse, *Recherches sur le commerce, les banques et les finances*, op. cit. ; voir aussi les critiques de la Chambre de Commerce de Lyon, en date du 17 avril 1787, citées dans G. V. Taylor, « The Paris Bourse on the Eve of the Revolution, 1781-1789 », art. cit., p. 955.

Annexes

CHRONOLOGIE MARITIME 1763-1783

1763

10 février : traité de Paris. Perte du Canada, restitution de Minorque à la Grande-Bretagne. L'Espagne perd la Floride et est ensuite dédommée par la Louisiane française

1764

voyage de Byron (jusqu'en 1766)

Bougainville installe des colons malouins aux îles dites Malouines et fonde Fort-Saint-Louis

expédition britannique aux Malouines / Falklands et fondation de Port-Egmont

Bellin publie son *Petit atlas maritime*

1765

octobre : ouverture des îles espagnoles des Caraïbes au commerce depuis 7 ports espagnols en plus de Cadix dont le monopole est écorné

1766

Choiseul Praslin, secrétaire d'Etat de la Marine

15 novembre : Bougainville appareille pour son grand voyage (jusqu'en 1768) début du tour du monde de Wallis et Carteret (jusqu'en 1768)

1767

Bougainville revient aux Malouines pour évacuer les colons français

1768

15 mai : traité de Versailles, la France reçoit de la République de Gênes l'exercice de la souveraineté sur la Corse

25 mai : Cook commence son premier voyage vers le Pacifique (jusqu'en 1771)

1769

13 août : le privilège de la Compagnie française des Indes est suspendu
Bigot de Morogues réorganise l'Académie de Marine qui devient Académie royale de Marine
Falconer publie son *Universal Dictionary of Marine*

1770

Juin : crise des Malouines entre l'Espagne et l'Angleterre : partie du Rio de la Plata, une petite escadre espagnole réunie par le gouverneur de Buenos Aires s'empare de Port-Egmont et chasse les Britanniques
5 juillet : les Russes sont victorieux des Turcs à Tchesmé
24 décembre : Louis XV disgracie Choiseul qu'il croit vouloir engager la France dans une guerre aux côtés de l'Espagne dans l'affaire des Malouines

428

1771

22 janvier : l'Espagne désavoue le gouverneur de Buenos Aires mais maintient le principe de sa souveraineté sur les Malouines
septembre : les Britanniques se réinstallent à Port-Egmont

1772

28 mai : escadre d'évolution française confiée à d'Orvilliers
début du deuxième voyage de Cook

1773

16 décembre : *Boston Tea Party*

1774

mai : les Britanniques évacuent Port-Egmont. Il n'y a désormais plus personne aux Malouines / Falklands
21 juillet : Vergennes, secrétaire d'État des Affaires étrangères
24 août : Sartine, secrétaire d'État de la Marine
5 septembre : le Congrès continental se réunit à Philadelphie

1775

19 avril : début des combats entre troupes anglaises et miliciens américains
10 mai, deuxième Congrès continental
1^{er} juin : appareillage de l'escadre d'évolution de Guichen
Juin : échec du débarquement espagnol à Alger
23 août : George III déclare les colonies et plantations d'Amérique en état de rébellion

13 octobre : le Congrès continental décide d'armer deux navires
1^{er} novembre : le Massachusetts est le premier Etat à autoriser les corsaires
Invasion portugaise du Rio Grande del Sul

1776

17 mars : les Britanniques évacuent Boston et installent leur base navale à Halifax
Avril : départ de l'escadre d'évolution de Du Chaffault
2 mai : la France décide d'aider secrètement les Américains
4 juillet : déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique
15 septembre : débarquement britannique à New York
novembre : l'expédition de Don Pedro de Cevallos quitte Cadix pour reprendre le Rio de la Plata
16 novembre : les autorités coloniales hollandaises de Saint-Eustache saluent le pavillon américain. Elles ont ensuite nié l'avoir fait début du troisième voyage de Cook

1777

21 mai : la petite escadre américaine de Manley quitte Boston
22 août : décision de mettre la Navy sur le pied de guerre face à la France
27 août : prise de Philadelphie par les Britanniques
1^{er} octobre : accord hispano-portugais sur les frontières en Amérique du Sud.
17 octobre : le général Burgoyne capitule à Saratoga
Don Pedro de Cevallos reprend le Rio Grande del Sul et détruit la colonie du Sacramento

1778

6 février : traité d'alliance franco-américain
14 février, en baie de Quiberon, La Motte-Picquet salue le pavillon des États-Unis arboré par le *Ranger* de John Paul Jones
1^{er} mars : traité d'amitié et de commerce entre Espagne et Portugal
13 avril : l'amiral d'Estaing quitte Toulon
9 juin : l'amiral Byron part d'Angleterre
18 juin : combat de *La Belle Poule* contre l'*Arethusa*
7 juillet : d'Estaing parvient à la Delaware
22 juillet : d'Estaing renonce à s'attaquer à New York
27 juillet : bataille d'Ouessant (d'Orvilliers contre Keppel)
8 août : d'Estaing attaque Rhode Island
10 août : combat entre Tronjoly et Vernon devant Pondichéry
7 septembre : Bouillé s'empare de la Dominique

- 12 octobre : fin du monopole de Cadix et ouverture du commerce libre entre les principaux ports d'Espagne et l'Amérique espagnole
- 18 octobre : prise de Pondichéry par les Britanniques
- 20 octobre : combat du Cap Ortégal
- 4 novembre : d'Estaing quitte Boston pour la Martinique
- 13 décembre : prise de Sainte-Lucie par les Britanniques
- 15 décembre : Barrington tient d'Estaing en échec à Sainte-Lucie

1779

430

- 30 janvier : les Français reprennent le comptoir de Saint-Louis du Sénégal
- 14 avril : traité d'Aranjuez entre les deux monarchies Bourbon de France et d'Espagne
- 16 juin : Charles III d'Espagne déclare la guerre à George III
- 20 juin : d'Estaing prend Saint-Vincent
- 24 juin début du siège de Gibraltar
- 6 juillet : bataille de la Grenade
- 14 août : les Britanniques victorieux d'une petite escadre américaine dans la rivière Penobscot
- 16 août : la flotte franco-espagnole de l'amiral d'Orvilliers s'approche de Plymouth
- 31 août : abandon du projet de descente en Angleterre
- 23 septembre : combat de Flamborough Head, *Le Bonhomme Richard* du captain John Paul Jones capture le *Serapis*
- 6 octobre : du Couédic livre près d'Ouessant le combat de *La Surveillante* contre le *Québec* qui explose
- 9 octobre : d'Estaing échoue devant Savannah
- 18 décembre : escarmouches devant la Martinique entre La Motte-Picquet et Hyde Parker
- 30 décembre : le convoi hollandais de l'amiral Bylandt est dérouteré à Portsmouth sous la contrainte

1780

- 16 janvier : bataille dite « au clair de lune » entre Britanniques et Espagnols
- 3 février : Guichen appareille de Brest
- 10 mars : la Russie se déclare en état de « neutralité armée »
- 14 mars : prise de Mobile par les Espagnols
- 17 avril : Rodney et Guichen s'affrontent devant la Martinique
- 2 mai : Ternay appareille de Brest avec le corps expéditionnaire français (Rochambeau) pour l'Amérique
- 12 mai : les Britanniques s'emparent de Charleston

- 15 mai : combat entre Rodney et Guichen
- 19 mai : nouveau combat entre Rodney et Guichen
- 11 juillet Rochambeau arrive à Newport
- 9 août : l'amiral espagnol Córdova s'empare vers les Açores d'un convoi britannique à destination des Indes occidentales
- 14 septembre : Rodney arrive à Sandy Hook
- 13 octobre : Castries secrétaire d'État de la Marine
- 8 décembre : les Britanniques vainqueurs de la flotte de Mysore devant Bangalore
- 20 décembre : George III déclare la guerre aux Provinces-Unies

1781

- 6 janvier : échec de l'attaque française contre Jersey
- 3 février : Rodney prend Saint-Eustache qu'il met à sac
- 16 mars : bataille du Cap Henry. Des Touches ne parvient pas à déloger de la baie de la Chesapeake l'escadre d'Arbuthnot
- 22 mars : de Grasse appareille de Brest
- 6 avril : Darby secourt Gibraltar
- 16 avril : à la Praya, Johnstone et Suffren s'affrontent
- 29 avril : devant la Martinique, combat entre Hood et de Grasse
- 2 mai : La Motte-Picquet capture dans les *Western approaches* le convoi portant le butin de Saint-Eustache
- 11 mai : Don Bernardo de Gálvez s'empare de Pensacola, les Espagnols se rendent maîtres de l'ouest de la Floride
- 2 juin : l'amiral de Grasse prend Tobago
- 21 : capture par Johnstone de bâtiments de la Compagnie hollandaises des Indes orientales
- 5 août : victoire britannique du Dogger Bank sur une flotte hollandaise
- 18 août : Crillon prend Minorque avec l'appui d'une flotte franco-espagnole
- 5-9 septembre : bataille de la Chesapeake
- 19 octobre : capitulation de Yorktown
- 4 novembre : Bouillé prend Saint-Eustache
- 13 novembre : en Inde, prise de Négapatam par les Britanniques
- 12 décembre : capture d'une partie du convoi de Guichen par Kempenfelt

1782

- 11 janvier : Hughes s'empare de Trincomalé, comptoir hollandais sur l'île de Ceylan
- 25-26 janvier : Hood chasse de Grasse de la rade de Basse-Terre. Les Français prennent Saint-Christophe

- 1^{er}-8 février : Kersaint s'empare des comptoirs hollandais de Guyane occupés par les Britanniques
- 17 février : combat de Sadras, Suffren (qui a remplacé Thomas d'Orves mort peu auparavant) contre Hughes
- 12 avril : Rodney bat de Grasse aux Saintes et le fait prisonnier. En Inde, combat de Providien, Suffren contre Hughes
- 21 avril : Barrington capture une partie importante d'un convoi français à destination des Indes orientales
- 8 mai : les Espagnols prennent les Bahamas
- 6 juillet : bataille de Négapatam, Suffren contre Hughes
- Août : destruction par La Pérouse des comptoirs anglais de la baie d'Hudson
- 25 août : Suffren s'empare de Trincomalé
- 3 septembre : bataille de Trincomalé
- 13 septembre : échec de l'attaque de Gibraltar par les Franco-Espagnols
- 20 octobre : combat du Cap Spartel livré contre La Motte-Picquet par l'escadre de Howe qui vient de secourir Gibraltar
- 24 novembre : début du rembarquement à Boston du corps expéditionnaire français

1783

- 20 janvier : préliminaires de paix à Versailles
- 13 mai : naissance de la *Society of Cincinnati*
- 20 juin : bataille de Gondelour, Suffren contre Hughes
- 3 septembre : signature du traité de Versailles. Reconnaissance officielle de l'Indépendance américaine.

DÉPENSES NAVALES

Dépenses de la marine française en période de guerre au XVIII^e siècle
(en millions de livres tournois)

Guerre	Dépenses préalables	Années	Dépenses du conflit	Années	Total	Moyenne annuelle
Succession d'Espagne	47	1699-1701	160	1702-1713	207	17,2
Succession d'Autriche	61	1740-1743	116	1744-1748	177	35,4
Sept Ans	80	1750-1754	295	1756-1763	375	53,4
Indépendance américaine	106	1774-1777	690	1778-1783	796	159

433

Dépenses françaises de la guerre d'Amérique
(en millions de livres tournois)

Année	Marine	Guerre	Total
1778	85	92	177
1779	131	105	236
1780	144	108	252
1781	147	111	258
1782	183	114	298
Total	690	530	1220

D'après Martine Acerra et André Zysberg, *L'Essor des marines de guerre européennes vers 1680-vers 1790*, Paris, SEDES, 1997, p. 85-86.

Dépenses britanniques des guerres du XVIII^e siècle
(en millions de livres sterling)

Guerre	Moyenne annuelle des dépenses militaires	Produit fiscal annuel moyen	Dettes publique au début du conflit	Dettes publique à la fin du conflit
Succession d'Espagne	7	5,3	14,1	36,2
Succession d'Autriche	8,7	6,4	46,9	76
Sept Ans	18	8,6	74,6	132
Indépendance américaine	20,2	12,1	127,3	242,9

D'après John Brewer, *The Sinews of Power. War, Money and the English State 1688-1783*, New York, Alfred A. Knopf, 1989, tableau 2.1.

Espagne : dépenses pour la marine
(en millions de réaux)

1763	1764	1765	1766	1767	1768	1769	1770	1771	1772	
84,1	67,9	73,6	78,6	83	88,4	80,9	107,1	102,1	90,1	
1773	1774	1775	1776	1777	1778	1779	1780	1781	1782	1783
81,4	87,5	109,6	152,8	127,9	153,9	137,3	231,1	180,7	247,8	194,2

D'après José P. Mérimo Navarro, *La Armada española en el siglo XVIII*,
Madrid, Fundación universitaria española, 1981, p. 156.

Pour résumer en convertissant les dépenses en livres tournois afin de les comparer :

Grande-Bretagne

- la guerre (1778-1783) a coûté selon les estimations entre 2270 et 2875 M. lt ;
- les dépenses navales ont été de 1775 à 1783 de 1426 M. lt. Elles culminent en 1782 à 250 M. lt ;
- la dette atteint en 1783 5530 à 5590 M. lt, ce qui fait un intérêt annuel de 313,5 M. lt.

434

France

- la guerre (de 1776 à 1783) a coûté selon les estimations entre 1220 et 1730 M. lt (tout dépend si on inclut ou non les préparatifs dans le décompte des dépenses) ;
- les dépenses navales se sont montées à 690 M. lt pour les seules années de guerre, à 800 si on tient compte des années 1774-1777 (mais il faut préciser qu'au budget de la marine émarginent aussi les colonies qui sont directement impliquées dans la guerre). Pour la première fois, les fonds destinés à la marine l'emportent sur ceux alloués à l'armée. L'effort culmine en 1782 avec 183 M. lt. Ce chiffre prend tout son sens s'il est mis en perspective avec les moyennes annuelles des revenus ordinaires (80 M. lt) et extraordinaires (150 M. lt) de la monarchie de Louis XVI pendant ce conflit ;
- La dette atteint en 1783 3315 M. lt, avec un intérêt annuel de 165,4 M. lt.

Espagne

- les dépenses navales atteignent pour les années de guerre (1779-1783) 250 M. lt, l'effort culminant en 1782 avec 63 M. lt. Mais si on tient compte de la montée en puissance des budgets à partir de 1775, on arrive à un total de 388,5 M. lt ;
- Rapportées aux dépenses totales, celles pour la marine représentent 12,1 % en 1774, 20 % en 1782, 27,8 % en 1785.

Équivalences monétaires

1 £ = 23 livres tournois

1 £ = 90 réaux

1 livre tournois = 4 réaux

EFFECTIFS

Nombre de vaisseaux des principales marines européennes au XVIII^e siècle

Année	Angleterre	France	Espagne	Provinces-Unies
1715	119	62	9	71
1720	102	27	11	56
1725	106	39	16	44
1730	105	38	39	38
1735	107	43	44	42
1740	101	47	43	35
1745	104	45	31	33
1750	115	45	15	34
1755	117	57	39	29
1760	135	54	49	28
1765	139	59	41	30
1770	126	68	55	31
1775	117	59	64	26
1780	117	70	59	26
1785	137	62	61	47
1790	145	73	72	48

Nombre de frégates des principales marines européennes au XVIII^e siècle

Année	Angleterre	France	Espagne	Provinces-Unies
1715	63	12	13	24
1720	52	6	15	18
1725	46	6	11	20
1730	45	7	11	18
1735	43	7	13	25
1740	43	7	12	24
1745	67	23	6	27
1750	79	21	5	20
1755	74	31	22	25
1760	115	27	23	29
1765	91	23	16	29
1770	76	35	21	44
1775	82	37	28	38
1780	111	58	34	40
1785	133	57	37	38
1790	131	64	46	36

D'après Jan Glete, *Navies and Nations : Warships, Navies and State Building in Europe and America, 1500-1860*, Stockholm, Almqvist & Wiksell international, 1993, t. II, p. 522-675 et N.A.M. Rodger, *The Command of the Ocean. A Naval History of Britain 1645-1815*, London, Allen Lane, 2004, p. 608.

QUELQUES BÂTIMENTS CÉLÈBRES

LA BRETAGNE

Vaisseau de 100 canons, chiffre ultérieurement porté à 110, 3 ponts, 2200 tx.

Offert en 1762 par les États de Bretagne au roi. La construction commence à Lorient en août 1764. Les plans sont dus à Antoine Groignard. Dès janvier 1765, la marine transfère le chantier à Brest. Une fois la coque sortie du bassin, le 24 mai 1766, plus rien ne se passe, le bâtiment demeurant inachevé. On ne se remet à y travailler qu'en septembre 1776 en prévision d'une nouvelle guerre avec la Grande Bretagne. *La Bretagne* est achevée en avril 1777. Bâtiment amiral en 1778 puis 1779 de l'armée navale du comte d'Orvilliers, il est commandé par le capitaine de vaisseau du Plessis-Parscau. Démoli en 1796 après presque trente ans de carrière.

– Longueur de quille : 53,9 m, de l'étrave à l'étambot : 184 pieds soit 59,8 m

– Largeur au maître gabarit : 50 pieds, soit 16,25

– Creux au milieu : 7,9 m

– 7 ancres

– Hauteur totale du grand mât : 77 m.

– Longueur de la grande vergue : 35,7 m.

– Voilure : 3239 m² sans les bonnettes et les voiles d'étai. Une trentaine de voiles.

– Équipage : environ 1200 h lors de la campagne de 1778, soldats de marine et domestiques compris.

D'après Claude Forrer et Claude-Youenn Michel, *La Bretagne, vaisseau de 100 canons pour le roi et la République, 1762-1796*, Spézet, Coop Breizh, 2005.

LE VICTORY

Vaisseau de 100 canons, 3 ponts, 2142 tx.

Construction ordonnée par le premier ministre William Pitt le 13 décembre 1758. Dessin dû à Sir Thomas Slade, *surveyor of the Navy*, daté du 6 juin 1759. Le 23 juillet suivant, début de l'assemblage de la quille sur le chantier de Chatham. Le bâtiment est nommé *Victory* le 30 octobre 1760. Il est lancé le 7 mai 1765. Essais à la mer réalisés en 1769. Au service actif à partir de mars 1778 dans la flotte de la Manche commandée par l'amiral Keppel. Prend part à la bataille d'Ouessant comme navire amiral. Coque doublée en cuivre en 1780. En service

actif jusqu'en 1812. Presque entièrement reconstruit à Chatham entre 1800 et 1803. D'avril 1803 jusqu'à Trafalgar a été le vaisseau amiral de Nelson qui est mort à son bord. Conservé au dock n°2 à Portsmouth depuis 1922.

Coût de construction : 63 176 £. Nombre de chênes utilisés : 2 000 à 2 500.

– Longueur de la quille 46 m, du pont inférieur 56,7 m, de la poupe à la proue 68,8 m

– Largeur au maître gabarit 15,39 m

– Profondeur de la cale : 6,6 m

– 7 ancres

– Hauteur du grand mât 61 m au-dessus de la ligne de flottaison, diamètre 1 m pour le bas mât.

– Longueur de la grande vergue : 31,2

– 34 voiles

– Équipage nominal de 850 h en temps de guerre (*marines* et domestiques compris), dans la réalité 810-820.

438

Le *Victory* peut emporter 300 t. d'eau potable, 50 t. de combustible (charbon et bois de chauffage), 20 t. de bois de construction, 30 t. de viande salée, 45 t. de biscuit, 10 t. de farine, 15 t. de pois, 2 t. de beurre, 50 t. de bière, 35 t. de poudre et 120 t. de boulets.

D'après John McKay, *The 100-Gun Ship Victory*, 4^e éd., Londres, Conway Maritime Press, 2004.

LA SANTÍSIMA TRINIDAD

Vaisseau de 112 canons, à 3 ponts, gaillard d'avant, gaillard d'arrière et dunette, construit à La Havane sur les plans du constructeur d'origine irlandaise Mateo Mullan (mort peu après son arrivée à Cuba) retravaillés par son fils Ignacio (prématurément disparu). L'ordre royal de mise en chantier est daté du 23 octobre 1767 et c'est le 12 mars 1768 que le bâtiment en chantier est baptisé *Santísima Trinidad*. Il est lancé le 2 mars 1769. Ses dimensions imposantes en font le plus gros navire de guerre de son temps :

– Longueur : 61,4 m.

– Quille : 52,72 m.

– Largeur : 16,59 m.

– Tonnage : 2475 tx.

Des défauts de stabilité étant apparus dès son voyage vers l'Espagne, il fallut opérer divers travaux en 1778 puis 1796 afin d'abaisser le centre de gravité, mais sans réelle amélioration. En 1797 on ajouta un 4^e pont, ce qui fit de ce bâtiment un cas unique au monde, portant jusqu'à 136 pièces d'artillerie lors de la bataille de Trafalgar. On avait prévu des canons de 36, de 24 et de 12. Mais on s'en tint

pendant les premières sorties à du 24 et du 12. On peut admirer au Museo naval de Madrid une fort belle maquette réalisée en 1766-1767 à partir des plans des Mullan père et fils. Selon les circonstances, l'équipage a varié entre 960 hommes et près de 1 100, soldats et domestiques compris.

Ce bâtiment pris part aux opérations navales franco-espagnoles dans la Manche de 1779 comme navire amiral de l'escadre de Don Luis de Córdova. En août 1780 il contribua à l'interception d'un convoi anglais destiné aux Indes et à la Jamaïque, puis à l'été 1781 à une nouvelle campagne vers la Manche avec les Français. En octobre 1782, il affronta à nouveau les Britanniques lors du combat du Cap Spartel. Demeurant ensuite à Cadix, il ne reprit du service qu'en 1796 pour être très endommagé lors de la bataille du Cap Saint-Vincent en 1797. Il fit enfin partie de la flotte franco-espagnole à Trafalgar. Démâté et ingouvernable après une journée de rude combat, il dut amener son pavillon. En dépit des efforts pour le maintenir à flot, il sombra le 24 octobre 1805.

D'après José Ignacio González-Aller-Hierro, Cruz Apestegui, Jorge Plá, Carmen Zamarrón, *L'Armada. Maquettes du Musée naval de Madrid (XVI^e-XVIII^e siècle)*, trad. fr., Paris, Mengès, 2004, p. 158-174.

L'HERMIONE

Frégate dite de 12, portant 32 canons de 12 livres. 1 200 tx.

La construction en fut décidée le 23 octobre 1778. En décembre suivant eut lieu la mise en chantier à Rochefort. Fin avril 1779, le bâtiment était achevé. Sa coque fut encore doublée en cuivre en novembre et décembre. *L'Hermione* se rendit célèbre en transportant La Fayette de Rochefort vers les États-Unis, du 14 mars au 2 mai 1780, mais il ne faut pas oublier qu'elle eut une existence combattante. Elle fut perdue le 20 septembre 1793 sur le banc du Four à la suite d'une erreur de navigation. Grâce aux plans d'une frégate de la même série capturée par les Britanniques, *L'Hermione*, reconstruite à Rochefort, a été mise à flot le 4 juillet 2012.

- Longueur de l'étrave à l'étambot : 44,2 m
- Largeur au maître gabarit : 11,2 m
- Hauteur du grand mât : 56,55
- Hauteur du mât de misaine 54 m
- Hauteur du mât d'artimon 35 m
- Longueur du beaupré : 16,25 m
- Surface totale de voiles : 1 200 m² en 26 voiles.
- Équipage : 313 h.

D'après E. de Fontainieu, *L'Hermione, de Rochefort à la gloire américaine*, Paris, de Monza, 1992, et Jean-Marie Ballu, *L'Hermione, l'aventure de sa reconstruction*, Lyon, Éditions du Gerfaut, 2007.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

La bibliographie présentée ici correspond, outre les ouvrages généraux, aux thématiques abordées dans ce premier volume. Les sujets concernant la mise en œuvre opérationnelle des marines feront l'objet d'une présentation spécifique dans l'ouvrage qui en traitera.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- Martine Acerra et Jean Meyer, *La Grande Époque de la marine à voiles*, Rennes, Ouest-France, 1987
- Martine Acerra et André Zysberg, *L'Essor des marines de guerre européennes 1680-1790*, Paris, SEDES, 1997.
- Jonathan Dull, *The Age of the Ship of the Line. The British & French Navies, 1650-1815*, Lincoln/London, University of Nebraska Press, 2009.
- Jan Glete, *Navies and Nations. Warships, Navies and State Building in Europe and America, 1500-1860*, Stockholm, Almqvist et Wiksell International, 1993, 2 vol.
- Richard Harding, *Seapower and Naval Warfare 1650-1830*, London, Routledge, 1989.
- N.A.M. Rodger, *The Command of the Ocean. A Naval History of Britain, 1649-1815*, London, Allen Lane, 2004.

LES NAVIRES

- Jean Boudriot, *Le Vaisseau de 74 canons*, Grenoble, Éditions des Quatre Seigneurs, 1975, 4 vol.
- Jean Boudriot et Hubert Berti, *La « Vénus » de l'ingénieur Sané (1782)*, Paris, ANCRE, 1979.
- Jean Boudriot, avec la collaboration d'Hubert Berti, *L'Artillerie de mer : marine française 1650-1850*, Paris, ANCRE, 1992.
- , avec la collaboration d'Hubert Berti, *La Frégate : étude historique, 1650-1850*, Paris, ANCRE, 1992.
- , avec la collaboration d'Hubert Berti, *Les Vaisseaux de 50 et 64 canons : étude historique, 1650-1780*, Paris, ANCRE, 1994.
- , avec la collaboration d'Hubert Berti, *Les Vaisseaux de 74 à 120 : étude historique, 1650-1850* Paris, ANCRE, 1995.

- , avec la collaboration d’Hubert Berti, *Modèles historiques au Musée de la Marine*, Paris, ANCRE, 1997.
- Howard I. Chapelle, *The History of the American Sailing Navy: The Ships and Their Development*, New York, W. W. Norton, 1949 ; rééd. New York, Bonanza Books, n.d.
- Alain Demerliac, *La Marine de Louis XV : nomenclature des navires français de 1715 à 1774*, Nice, Omega, 1995.
- , *La Marine de Louis XVI : nomenclature des navires français de 1774 à 1792*, Nice, Omega, 1996.
- James Dodds & James Moore, *Building the Wooden Fighting Ship*, London, Chatham Publishing, 2005 (1^{re} éd., 1984).
- Emmanuel de Fontainieu, *L’Hermione, de Rochefort à la gloire américaine*, Paris, De Monza, 1992.
- Claude Forrer et Claude-Youenn Michel, *La Bretagne, vaisseau de 100 canons pour le roi et la République, 1762-1796*, Spézet, Coop Breizh, 2005.
- Robert Gardiner, *The Line of Battle. The Sailing Warship 1650-1840*, London, Conway Maritime Press, 1992.
- José Ignacio González-Aller-Hierro, Cruz Apestegui, Jorge Plá, Carmen Zamarrón, *L’Armada. Maquettes du Musée naval de Madrid (XVII^e-XVIII^e siècle)*, trad. fr., Paris, Mengès, 2004.
- Peter Goodwin, *The Construction and Fitting of the Sailing Man of War, 1650-1850*, London, Conway Maritime Press, 2006 (1^{re} éd. 1987).
- John Harland, *Seamanship in the Age of Sail*, Annapolis (Maryland), Naval Institute Press, rééd. 2006.
- James Lees, *The Masting and Rigging of English Ships of War, 1625-1860*, London, Conway Maritime Press, 1979.
- Brian Lavery, *The Ship of the Line*, London, Conway Maritime Press, 1983-1984, 2 vol.
- , *The Arming and Fitting of English Ships of War 1600-1815*, London, Conway Maritime Press, 2006 (1^{re} éd. 1987).
- Sylviane Llinares, *Marine, propulsion et technique : l’évolution du système technologique du navire de guerre français au XVIII^e siècle*, Paris, Librairie de l’Inde, 1994.
- John McKay, *The 100-Gun Ship Victory*, 4^e éd., Londres, Conway Maritime Press, 2004.
- Agustín Ramón Rodríguez González et Juan Luis Coello Lillo, *La Fragata en la Armada Española: 500 años de Historia*, Izar de Construcciones Navales, Madrid, 2003.
- Patrick Villiers, *La Marine de Louis XVI*, t. I, *De Choiseul à Sartine*, Grenoble, Jean-Pierre Debbane éd., 1985.
- Rif Winfield, *British Warships in the Age of Sail 1714-1792. Design, Construction, Careers and Fates*, Barnsley, Seaforth Publishing, 2007.
- , *First Rate. The Greatest Warships of the Age of Sail*, Barnsley, Seaforth Publishing, 2010.

GRANDE-BRETAGNE

- Robert Greenhalgh Albion, *Forest and Sea Power. The Timber Problem of the Royal Navy, 1652-1862*, Harvard University Press, 1926.
- S. E. Astrom, « North European timber exports to Great Britain, 1760-1810 », dans Philip H. Cottrell and D.H. Aldcroft (éd.), *Shipping, Trade and Commerce: Essays in Memory of Ralph Davis*, Leicester, Leicester University Press, 1981, p. 81-97.
- N. Baker, *Government and Contractors: The British Treasury and War Supplies 1775-1783*, London, 1971.
- Daniel A. Baugh, *British Naval Administration in the Age of Walpole*, Princeton N.J., Princeton University Press, 1965.
- Daniel A. Baugh, « The Eighteenth Century Navy as a National Institution, 1690-1815 », dans J. R. Hill (dir.), *The Oxford Illustrated History of the Royal Navy*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 120-160.
- Huw V. Bowen, Agustín González Enciso, *Mobilising Resources for War: Britain and Spain at Work During the Early Modern Period*, Pamplona, EUNSA, 2006.
- Josuah Brewer, *The Sinews of Power: War, Money and the English State, 1688-1783*, New York, Alfred Knopf, 1989.
- Christian Buchet, « La logistique de guerre de la Grande-Bretagne », O. Chaline, Ph. Bonnichon et Ch.-Ph. de Vergennes (dir.), *La France et l'Indépendance américaine*, Paris, PUPS, 2008, p. 89-98.
- Richard Buel, Jr., *In Irons: Britain's Naval Supremacy and the American Revolutionary Economy*, New Haven, Yale University Press, 1998.
- Jonathan G. Coad, *The Royal Dockyards 1690-1850 : architecture and engineering works of the sailing Navy*, Aldershot, Scolar Press, 1989.
- Stephen Conway, *The British Isles and the War of American Independence*, New-York/Oxford, Oxford University Press, 2000.
- Stephen Conway, *War, State, and Society in Mid-Eighteenth-Century Britain and Ireland*, Oxford, Oxford University Press, 2006.
- Harry W. Dickinson, *Educating the Royal Navy : Eighteenth- and Nineteenth Century Education for Officers*, Abingdon, Routledge, 2007.
- David French, *The British Way in Warfare 1688-2000*, London, Unwin Hyman, 1990.
- R. J. B. Knight, *Royal Navy Dockyards in England at the Time of the American War of Independence*, (Unpublished PhD), University of London, 1972.
- , « The introduction of copper sheathing into the Royal Navy, 1779-1786 », *The Mariner's Mirror*, 59, 1973, p. 299-309.
- , « The performance of the Royal Dockyards in England during the American War of Independence », dans *The American Revolution and the Sea*, Basildon, 1974, p. 139-144.

- , « The building and maintenance of the British fleet during the Anglo-French Wars 1688-1815 », dans Martine Acerra, José Merino, Jean Meyer (dir.), *Les Marines de guerre européennes, XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, PUPS, 1985, p. 35-50.
- Peter Le Fevre et Richard Harding (dir.), *Precursors of Nelson. British Admirals of the Eighteenth Century*, London, Chatham Publishing, 2000.
- Margarette Lincoln, *Representing the Royal Navy: British Sea Power, 1750-1815*, Aldershot, Ashgate, 2002.
- Christophe Lloyd, *The British Seaman 1200-1860. A Social Survey*, London, Paladin, 1970.
- Roger Morriss, *The Foundations of British Maritime Ascendancy. Resources, Logistics and the State, 1755-1815*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.
- N. A. M. Rodger, *The Wooden World. An Anatomy of the Georgian Navy*, London, Fontana Press, 1988 (1^{re} éd. 1986).
- , *The Insatiable Earl. A Life of John Montagu, 4th Earl of Sandwich*, New York/London, W. W. Norton & Company, 1993.
- , *The Press Gang: Naval Impressment and its Opponents in Georgian Britain*, New York, Continuum, 2008.
- Lawrence Stone (dir.), *An Imperial State at War : Britain from 1689 to 1815*, London, Routledge, 1994.
- Neal R. Stout, *The Royal Navy in America, 1760-1775: A Study of Enforcement of British Colonial Policy in the Era of the American Revolution*, Annapolis (Maryland), Naval Institute Press, 1973.
- , *Shipping and the American War 1775-1783: A Study of British Transport Organization*, London, Anthlone Press, 1970.
- , *Neutral Rights and the War in the Narrow Seas, 1778-1782*, Fort Leavenworth, Kan., U.S. Army Command and General Staff College, 1985.
- , *The Royal Navy in American Waters 1775-1783*, London, Scolar Press, 1989.
- , « The Victualling Board charters shipping, 1775-1782 », *Historical Research*, 68, 1995, p. 212-224.
- , « Christopher Atkinson and the Victualling Board, 1775-1782 », *Historical Research*, 69, 1996, p. 129-142.
- , *Christopher Atkinson and the Victualling Board (1775-1782)*, Cambridge, Blackwell, 1996.
- , *The Royal Navy in European Waters during the American Revolutionary War*, Columbia SC, University South Carolina Press, 1998.
- Nicholas Tracy, *Navies, Deterrence & American Independence. Britain and Sea Power in the 1760s and 1770s*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1988.
- Clive Wilkinson, *The British Navy and the State in the Eighteenth Century*, Woodbridge, Boydell Press, 2004.

FRANCE

- Martine Acerra, « Les arsenaux français de marine à la fin du XVIII^e siècle », dans Ulane Bonnel (dir.), *Fleurieu et la marine de son temps*, Paris, Economica, 1992, p. 161-175.
- , *Rochefort et la construction navale française, 1681-1815*, Paris, Librairie de l'Inde, 1993, 5 vol.
- , *Arsenal et patrimoine : l'Europe atlantique et Rochefort, XVIII^e-XIX^e siècle*, Paris, Rivage des Xantons/Les Indes savantes, 2009.
- Amiraux du Bas-Poitou dans la guerre d'Indépendance américaine*, Société d'émulation de la Vendée, 1977 (sur Destouches, La Charoulière, d'Hector, Grimoüard, du Chaffault).
- Jean-Jacques Antier, *L'Amiral de Grasse, héros de l'Indépendance américaine*, Paris, Plon, 1965.
- Paul Walden Bamford, *Forests and French Sea Power 1660-1789*, Toronto, Toronto University Press, 1956.
- Ulane Bonnel (dir.), *Fleurieu et la marine de son temps*, Paris, Economica, 1992.
- Philippe Bonnichon, « Missions de la marine militaire au temps de Louis XVI », *Revue d'histoire économique et sociale*, t. 54, 1976, p. 525-559.
- , « Aperçus sur le corps des officiers de la Marine militaire à la fin du règne de Louis XVI (1786-1791) », *Revue internationale d'histoire militaire*, n° 55, 1983, p. 29-48.
- John F. Boshier, *French Finances 1770-1795 : From Business to Bureaucracy*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 1975.
- Adolphe de Bouclon, *Étude historique sur la marine de Louis XVI : Liberge de Grandchain, capitaine des vaisseaux du roi, major d'escadre, directeur général des ports et arsenaux, géographe astronome...*, Paris, Arthur Bertrand, 1866.
- Alain Cabantous, *La Vergue et les fers : mutins et déserteurs dans la marine de l'ancienne France, XVII^e-XVIII^e s.*, Paris, Tallandier, 1984.
- , *Dix mille marins face à l'Océan : les populations maritimes de Dunkerque au Havre aux XVII^e et XVIII^e siècles, vers 1660-1794 : étude sociale*, Paris, Publisud, 1991.
- Thierry Claeys, *Dictionnaire biographique des financiers en France au XVIII^e siècle*, Paris, Kronos, 2011, 3^e éd.
- Olivier Corre, « Le rôle de Brest dans la guerre d'Indépendance », dans *Brest au temps de l'Académie de Marine*, catalogue d'exposition de l'abbaye de Daoulas, 2001, p. 114-121.
- , *Brest, base du Ponant, structure, organisation et montée en puissance pour la guerre d'Amérique (1774-1783)*, thèse de doctorat, Université Rennes 2 – Haute Bretagne, sous la direction de A. Lespagnol, 2003, 4 vol., 1073 p.
- René de la Croix, duc de Castries, *Le Maréchal de Castries (1727-1800)*, Paris, Flammarion, 1956.
- Jonathan R. Dull, *The French Navy and American Independence. A Study of Arms and Diplomacy 1774-1787*, Princeton N.J., Princeton University Press, 1975.

- Paul Fauchille, *La Diplomatie française et la Ligue des Neutres de 1780 (1776-1783)*, Paris, Durand et Pedone-Lauriel, 1893.
- Robert D. Harris, « French Finances and the American War 1777-1783 », *Journal of Modern History*, t. 48, juin 1976, p. 233-258.
- John N. Hattendorf, *Newport, the French Navy and American Independence*, Newport, Redwood Press, 2005.
- Philippe Haudrère, *La Compagnie des Indes au XVIII^e siècle, 1719-1795*, Paris, Librairie de l'Inde, 1989, 4 vol.
- Christian de La Jonquière, *Officiers de Marine aux Cincinnati. Annuaire*, Brassac, Éditions de Poliphile, 1988.
- Christian de La Jonquière, *Les Marins français sous Louis XVI. Guerre d'Indépendance américaine*, Issy-les-Moulineaux, Muller Éditions, 1996.
- Gérard Le Bouédec, *Le Port et l'arsenal de Lorient, de la compagnie des Indes à la marine cuirassée*, Paris, Librairie de l'Inde, 1994, 5 vol.
- Marie-Laure Legay, *La Banqueroute de l'État royal : la gestion des finances publiques de Colbert à la Révolution française*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2011.
- T. J. A. Le Goff, « Le recrutement géographique et social des matelots bretons à la fin de l'Ancien Régime », dans *La Bretagne, une province à l'aube de la Révolution*, Brest, Centre de recherche bretonne et celtique – Quimper, Société archéologique du Finistère, 1989, p. 207-224.
- , « Les gens de mer des années 1780 », dans Ulane Bonnel (dir.), *Fleurieu et la marine de son temps*, Paris, Economica, 1992, p. 139-159.
- Maurice Lynier de la Barbée, *Le Chevalier de Ternay. Vie de Charles-Henry Louis d'Arsac de Ternay, chef d'escadre des armées navales*, Grenoble, Éditions des Quatre Seigneurs, 1972.
- Jean Meyer, « Le complexe économique naval militaire (1775-1815) », dans Ulane Bonnel (dir.), *Fleurieu et la marine de son temps*, Paris, Economica, 1992, p. 199-215.
- Jacques Michel, *La Vie aventureuse et mouvementée de Charles-Henri, Comte d'Estaing*, Paris, Éditions Jacques Michel, 1976.
- , *Du Paris de Louis XV à la Marine de Louis XVI : l'oeuvre de Monsieur de Sartine*, t. II, *La reconquête de la liberté des mers*, Paris, Éditions de l'Érudit, 1984.
- Denise Ozanam, *Claude Baudard de Sainte-James, Trésorier général de la marine et brasseur d'affaires (1738-1787)*, Genève, Droz, 1969.
- David Plouviez, « Babaud de la Chaussade : un agent de l'innovation technique et commerciale au service de la marine au XVIII^e siècle ? », dans Jean-René Berthiau (dir.), *Marines et entreprise*, Actes du colloque pour le tricentenaire de Pierre Babaud de la Chaussade, Nevers, 2007, p. 145-154.
- , *De la terre à la mer. La construction navale militaire française et ses réseaux économiques*, thèse de doctorat Université de Nantes sous la direction de Martine Acerra, 2009.

Pierrick Pourchasse, *Le Commerce du Nord : les échanges commerciaux entre la France et l'Europe septentrionale au XVIII^e siècle*, Rennes, PUR, 2006.

Jean-Pierre Poussou, « Le dynamisme de l'économie française sous Louis XVI », *Revue économique*, 6, novembre 1989, p. 966-984.

James Pritchard, *Louis XV's Navy 1748-1762. A Study of Organization and Administration*, Kingston and Montréal, 1987.

James C. Riley, « French Finances 1727-1768 », *Journal of Modern History*, vol. 59, juin 1987, p. 209-243.

Étienne Taillemite, *Dictionnaire des marins français*, Paris, Éditions maritimes et d'outre-mer, 1982, 2^e éd. Paris,

–, *L'Histoire ignorée de la marine française*, Paris, Perrin, 1988, rééd. 2003.

–, *Louis XVI ou le navigateur immobile*, Paris, Payot, 2002.

Michel Vergé-Franceschi, *La Royale au temps de l'amiral d'Estaing*, Paris, La Pensée universelle, 1977.

–, *Les Officiers généraux de la Marine royale, 1715-1774. Origines – Condition – Services*, Paris, Librairie de l'Inde, 1990, 7 vol.

–, *Marine et éducation sous l'Ancien Régime*, Paris, CNRS, 1991.

–, *La Marine française au XVIII^e siècle. Guerres, administration, exploration*, Paris, SEDES, 1996.

–, *Toulon, port royal, 1481-1789*, Paris, Tallandier, 2002.

Patrick Villiers, *Le Commerce colonial atlantique et la guerre d'Indépendance des États-Unis d'Amérique, 1778-1783*, New York, Arno Press, 1977.

–, « La stratégie de la marine française de l'arrivée de Sartine à la victoire de la Chesapeake », dans M. Acerra, J. Merino, J. Meyer (dir.), *Les Marines de guerre européennes XVII^e-XVIII^e siècles*, Paris, PUPS, rééd. 1998, p. 211-247.

–, *Marine royale, corsaires et trafics dans l'Atlantique de Louis XIV à Louis XVI*, Dunkerque, Société dunquerqueoise d'histoire et d'archéologie, 1999, 2 vol.

ESPAGNE

Juan Alsina Torrente, *Una guerra romántica, 1778-1783 : España, Francia e Inglaterra en el mar (trasfondo naval de la independencia de Estados Unidos)*, Madrid, Instituto de Historia y Cultura Naval, 2006.

José María Blanco Núñez, *La Armada Española en la segunda mitad del siglo XVIII*, Barcelona, Izar de Construcciones Navales, 2002.

Manuel Bustos Rodriguez, *Cádiz en el sistema atlántico. La ciudad, sus comerciantes y la actividad mercantil (1650-1830)*, Cádiz, Universidad de Cádiz ; Madrid, Sílex, 2005.

–, « L'Espagne et la guerre d'Indépendance. Économie et logistique », dans O. Chaline, Ph. Bonnichon et Ch.-Ph. de Vergennes (dir.), *La France et l'Indépendance américaine*, Paris, PUPS, 2008, p. 73-86.

Thomas E. Chávez, *España y la independencia de Estados Unidos*, Madrid, Taurus, 2006.

Juan M. Castanedo Galán, *Guarnizo, un astillero de la Corona*, Madrid, Editorial Naval, 1993.

Gloria Angeles Franco Rubio, « Reforma administrativa y nuevas instituciones: las Secretarías de Guerra y Marina en el siglo XVIII », dans *El mundo hispánico en el siglo de Las Luces. Actas del Coloquio Internacional « Unidad y diversidad en el Mundo Hispánico del siglo XVIII »* (I, Salamanca, 9 al 11 junio 1994), vol. 1, Madrid, Editorial Complutense, 1996, p. 643-654.

Juan Antonio Granados Loureda, « *The Dockyard of ferrol in the 18th century : from A Graña to Trafalgar* », dans *Actas del International Congress : Technology of the ships of Trafalgar, an homage to their designers and constructors. Madrid-Cádiz, ETSIN, 3-5 de noviembre de 2005*, Madrid, 2006, p. 6.1-6.40.

448

José Merino Navarro, *La Armada Española en el siglo XVIII*, Madrid, Fundación Universitaria Española, 1981.

–, « L'arsenal de Carthagène au XVIII^e siècle », *Neptunia*, n° 155, 1984, 3, p. 21-32.

Didier Ozanam, « La política exterior de España en tiempo de Felipe V y Fernando VI. Los instrumentos de la política exterior. La Diplomacia. La Marina. El Ejército », dans Menéndez Pidal, Ramón (fund.), Jover Zamora, José María (dir.), *Historia de España de Ramón Menéndez Pidal*. vol. I, t. XXIX, Madrid, Espasa-Calpe, 1985.

Vicente Palacio Atard : *España y el mar en el siglo de Carlos III*, Madrid, Marinvest, 1989.

Maria Teresa Pérez-Crespo Muñoz, *El arsenal de Cartagena en el siglo XVIII*, Madrid, Editorial Naval, 2007.

José Quintero González, *La Carraca. El primer astillero ilustrado español (1717-1776)*, Madrid, Ministerio de la Defensa, 2004.

–, « L'arsenal de La Carraca : contribution à l'étude de la construction navale espagnole au XVIII^e siècle », *Revue d'histoire maritime*, 7, 2007, p. 105-130.

Agustín Ramón Rodríguez González, « La Armada en el siglo XVIII », dans *Historia Social de las Fuerzas Armadas Españolas*, Madrid, Alambra, 1986, vol. III, p. 85-148.

Juan, Torrejón Chaves, « Cádiz, La Habana y la construcción naval militar española en el siglo XVIII », *Revista Cádiz e Iberoamérica*, vol. 9, Cádiz, Diputación Provincial de Cádiz, 1991, p. 6-11.

–, « Astilleros, arsenales y buques del rey: La industria naval de la Ilustración en Andalucía e Hispanoamérica », dans *Andalucía en América. América en Andalucía. Actas de los VIII Encuentros de Historia y Arqueología*. San Fernando, 1993, p. 55-79.

–, « Innovación tecnológica y metalurgia experimental : los forros de cobre en los buques de guerra españoles del siglo XVIII », dans *Actas de las Jornadas sobre « Arqueología industrial »*, San Fernando (Cádiz), Excmo. Ayuntamiento de San Fernando (Cádiz), 1994, p. 57-81.

- , « La madera báltica, Suecia y España (siglo XVIII) », dans *Actas del III Encuentro Histórico Suecia-España "Comercio y Navegación entre España y Suecia (Siglos X-XX)* (Alberto Ramos Santana Coord.), Cádiz, Servicio de Publicaciones de la Universidad de Cádiz, 2000, p. 163-222.
- , « La nueva tecnología de la máquina de vapor y su aplicación en los arsenales de la Marina española del siglo XVIII », dans Enrique Martínez Ruiz, Magdalena de Pazzis Pi Corrales, Juan Torrejón Chaves (éd.), *Los Ejércitos y las Armadas de España y Suecia en una época de cambios (1750-1870)*. *Actas del V Encuentros Históricos España-Suecia*, Madrid/Cádiz, Fundación Berndt Wistedt/Universidad de Cádiz, 2001, p. 319-354.
- , « Estructura y organización de la producción en los arsenales de la Marina española del siglo XVIII », *Revista de Historia Naval*, Madrid, Ministerio de Defensa/Instituto de Historia Naval, Ministerio de Defensa/Instituto de Historia Naval, 2001, p. 55-81.
- , « La construcción naval militar española en el siglo XVIII : tendencias, programas y constructores », dans *XXVI jornadas de Historia Marítima. Cuadernos Monográficos del Instituto de Historia y Cultura Naval : Arsenales y construcción naval en el siglo de la Ilustración*, Madrid, Instituto de Historia y Cultura Naval, 2003, p. 131-192.
- Alfredo Vigo Trasancos, *Arquitectura y urbanismo en El Ferrol del siglo XVIII*, Santiago de Compostella, C.O.A.G., 1984.

PROVINCES-UNIES

- Jaap R. Bruijn, *The Dutch Navy of the Seventeenth and Eighteenth Centuries*, Columbia, University South Carolina Press, 1993.
- Francis Renaut, *Le Crépuscule d'une puissance navale : la marine hollandaise de 1776 à 1783*, Paris, Graouli, 1932.

ÉTATS-UNIS

- Robert C. Alberts, *The Golden Voyage: The Life and Times of William Bingham, 1752-1804*, Boston, Houghton, Mifflin, 1969.
- Gardner W. Allen, *A Naval History of the American Revolution*, 1912, 1940, reprinted New York: Russell & Russell, Inc., 1962.
- Richard Buel, Jr., *In Irons: Britain's Naval Supremacy and the American Revolutionary Economy*, New Haven, Yale University Press, 1998.
- William M. Fowler, Jr., *William Ellery: A Rhode Island Politico and Lord of Admiralty*, Metuchen, NJ, The Scarecrow Press, 1973.
- John B. Hattendorf, « Les Américains et la guerre sur mer (1775-1783) », dans O. Chalaine, Ph. Bonnichon, Ch.-Ph. de Vergennes (dir.), *La France et l'Indépendance américaine*, Paris, PUPS, p. 131-151.

David C. Hsiung, « Food, Fuel, and the New England Environment in the War for Independence, 1775-1776 », *The New England Quarterly*, vol. 80, n° 4, décembre 2007, p. 614-651.

John W. Jackson, *The Pennsylvania Navy*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1974.

Christopher Magra, *The Fisherman's Cause: Atlantic Commerce and the Maritime Dimensions of the American Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

Maritime Dimensions of the American Revolution, Washington, Naval History Division, 1977.

James L. Nelson, *George Washington's Secret Navy: How the American Revolution went to Sea*, New York, McGraw Hill, 2008.

Raymond G. O'Connor, *Origins of the American Navy: Sea Power in the Colonies and the New Nation*, Lanham, MD, University Press of America, 1994.

Charles Oscar Paullin, *The Navy of the American Revolution: Its Administration, Its Policy, Its Achievements*, Cleveland, Burrows Brothers, 1906.

Robert L. Scheina, « A Matter of Definition: A New Jersey Navy, 1777-1783 », *American Neptune*, vol. 39, n° 3, juillet 1979, p. 209-217.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction. 1763-1783.....	7
Olivier Chaline	

PREMIÈRE PARTIE

LA RIVALITÉ FRANCO-ANGLAISE

Les marines de guerre européennes à travers les rapports des consuls de France, 1774-1785 : De la paix armée à la course à la puissance navale.....	19
Philippe Haudrère	

<i>Blue-Water policy</i> : la Royal Navy et la politique étrangère britannique de 1763 à 1778.....	27
Stephen Conway	

Les missions de la marine française.....	39
Philippe Bonnichon	

Choiseul, sauveur et reconstruteur de la marine française.....	53
Jonathan R. Dull	

Sartine et la flotte française de 1776 à 1780 : refontes ou constructions neuves ?.....	65
Patrick Villiers	

DEUXIÈME PARTIE

ALLIÉS OU NEUTRES

La formation et les missions de la Marine continentale américaine.....	79
John B. Hattendorf	

La politique des Bourbons et la Marine espagnole (1740-1805).....	107
Manuel Bustos Rodríguez	

Les objectifs de la Marine espagnole.....	129
Agustín Ramón Rodríguez González	

Les Marines italiennes.....	151
Jean Bérenger	

TROISIÈME PARTIE
LES APPROVISIONNEMENTS EN MATÉRIAUX DE MARINE

Les munitions navales du Nord : produits et circuits d'approvisionnement	171
Pierrick Pourchasse	
Trafic licite ou contrebande ? les neutres du Nord et le commerce des matériaux de marine pendant la guerre d'Indépendance américaine.....	187
Éric Schnakenbourg	
Logistique des réseaux d'approvisionnement des marines de guerre française et anglaise à la fin du XVIII ^e siècle.....	207
David Plouviez	

QUATRIÈME PARTIE
LES ARSENAUX

452

Arsenaux espagnols du XVIII ^e siècle. L'implication <i>carraqueña</i>	227
José Quintero González	
Les approvisionnements.....	240
Brest pendant la guerre d'Indépendance américaine.....	243
Olivier Corre	
Lorient pendant la Guerre d'indépendance américaine.....	265
Gérard Le Bouëdec	
Les conditions humaines de production de l'outil militaire. Compétence des personnelset impact du conflit sur la vie quotidienne pendant la guerre d'Amérique.....	281
Martine Acerra	

CINQUIÈME PARTIE
ADMINISTRATEURS ET MANIEURS D'ARGENT

L'Administration navale britannique(1740-1783).....	295
Richard Harding	
Les finances de la Marine britannique1740-1780.....	309
Clive Wilkinson	
Financiers et fournisseurs français de la guerre d'Indépendance des États-Unis d'Amérique.....	321
Thierry Claeys	

Le financement de la participation française à la Guerre de l'Indépendance et ses conséquences : L'État et la conjoncture financière des années 1780.....	335
T. J. A. Le Goff	

SIXIÈME PARTIE
LES MARINS FRANÇAIS

Les escadres d'évolutions françaises et la préparation des marins dans les années 1770.....	365
Olivier Chaline	
Les officiers généraux de la guerre d'Indépendance.....	381
Étienne Taillemite †	
Les équipages français de la guerre d'Amérique : le cas de <i>L'Annibal</i> , un 74 canons dans la campagne de l'Inde (février 1782-juin 1784).....	391
Marie-Christine Varachaud & André Zysberg	
Les officiers des vaisseaux membres de la Société des Cincinnati (1783-1792).....	409
Charles-Philippe de Vergennes	
Conclusion.....	421
N. A. M. Rodger	

ANNEXES

Chronologie maritime 1763-1783	427
Dépenses navales	433
Effectifs.....	435
Quelques bâtiments célèbres	437
Bibliographie sommaire	441

